



*PROMOTION GÉNÉRAL GALLOIS
2016 -2017*



LE VENEZUELA : UN PAYS A LA DERIVE ?

Chef d'escadron Sébastien Jouglar

*Sous la direction de :
M. Pascal Le Pautremat
Docteur en histoire contemporaine*

RESUME

Le Venezuela a acquis l'indépendance au XIX^{ème} siècle par les armes, grâce à Simon Bolivar (1783-1830). Considéré comme le père de la nation, la seule évocation de son nom suffit encore aujourd'hui à rassembler. L'armée occupe, depuis cette période, une place centrale dans l'organisation et le fonctionnement du pays. Si elle n'exerce pas directement le pouvoir, elle détient de nombreux portefeuilles ministériels et postes de hauts-fonctionnaires et intervient directement dans la vie économique et sociale du pays. Soutien infailible du gouvernement ou fomenteur de coup d'État, le rôle qu'elle choisit de jouer est déterminant pour l'avenir du pays.

Après une longue période d'instabilité, le pays est entré dans un cycle de prospérité grâce aux accords de « Punto Fijo » qui ont régi la vie politique nationale pendant entre 1958 et 1999. L'alternance régulière à la tête de l'État et le développement de l'industrie pétrolière ont permis au pays d'atteindre un niveau de développement cité en exemple dans toute l'Amérique latine. Toutefois, la marginalisation d'une partie de la population et l'hyper-spécialisation de l'économie au détriment du tissu industriel du pays ont eu raison de ce modèle à mesure que les cours de l'or noir chutaient.

La promesse d'une nouvelle ère pour la majorité silencieuse a porté Hugo Chávez au pouvoir en 1998. Déjà très présente, la redistribution de la rente pétrolière en faveur des programmes sociaux s'est accélérée. Sorti vainqueur du bras de fer avec la société conservatrice, il s'est posé en leader de la gauche altermondialiste mondiale et s'est attelé à la création du socialisme du XXI^{ème} siècle. Porté par la hausse des cours du pétrole et la faiblesse de l'opposition, il a mis en œuvre un programme économique interventionniste à coups de nationalisations, de contrôle des changes et de régulation des prix.

Ce modèle de société, qui a figé le pays dans l'attentisme et favorisé le développement des situations de rente, n'a pas résisté à l'attrition des revenus issus des hydrocarbures. Juste avant sa mort en 2013, Hugo Chávez, a désigné Nicolas Maduro comme successeur. Moins charismatique que le leader de la révolution bolivarienne celui-ci doit payer la facture du populisme chaviste, dans un pays privé de trésorerie et miné par la corruption, l'insécurité, l'inflation, les pénuries et la pauvreté. L'opposition s'organise pour reprendre le pouvoir mais n'est pas déterminée à réformer en profondeur le pays et à se défaire des vieilles recettes à base de redistribution massive de la rente pétrolière. Le pays semble condamné à vivre au rythme des cours du pétrole.

ABSTRACT

Venezuela gained independence in the 19th century by arms, thanks to Simon Bolivar. Considered to be the father of the nation, the mere mention of his name is still sufficient today to gather. Since then, the army has occupied a central place in the organization and functioning of the country. Although it does not directly exercise power, it holds many ministerial portfolios and posts of senior officials and directly intervenes in the economic and social life of the country. Infallible support of the government, or fomenter of a coup d'etat, the role it chooses to play is decisive for the future of the country.

After a long period of instability, the country entered the 1950s in a cycle of prosperity thanks to the "Punto Fijo" agreements that governed national political life for nearly 50 years. Regular alternation at the head of the State and the development of the petroleum industry have enabled the country to achieve a level of development cited as an example throughout Latin America. However, the marginalization of part of the population and the hyper-specialization of the economy to the detriment of the country's industrial fabric have overcome this model as oil prices fell. The promise of a new era for the silent majority brought Hugo Chávez to power in 1998. Already very present, the redistribution of oil rent for social programs accelerated. Having emerged as the winner of the tug-of-war with the conservative society, he posed as a leader of the global anti-globalization left and worked on the creation of socialism in the 21st century. Driven by rising oil prices and the weakness of the opposition, it has implemented an interventionist economic program with nationalization, exchange controls and price regulation.

This model of society, which has pacified the country in a wait-and-see attitude and favored the development of rent situations, has not withstood the attrition of income from hydrocarbons. Just before his death in 2013, Chávez, designated Maduro as his successor. Less charismatic than the leader of the Bolivarian revolution, Maduro has to pay the bill of Chavist populism, in a country deprived of cash and undermined by corruption, insecurity, inflation, shortages and poverty. The opposition is organizing to regain power but is not determined to reform the country in depth and to discard the old recipes based on massive redistribution of oil revenue. The country seems condemned to live at the rate of oil prices.

Sommaire

INTRODUCTION.....	5
A. Un pays doté de richesses naturelles exceptionnelles.....	7
I. Un pays à la géographie très variée et doté d'immenses ressources naturelles inégalement réparties.....	7
II. Indépendance et diffusion des idées de Simon Bolivar.....	10
III. Le pacte Punto Fijo, début d'une période de prospérité.....	12
B. Aux origines de la faible résilience de l'économie vénézuélienne	14
I. Explosion des recettes suite aux chocs pétroliers des années 70 et destruction profonde de l'économie : le paradoxe de Groningue.....	14
II. Faillite du modèle rentier vénézuélien et émeutes du Caracazo en 1989.....	16
III. Fin du « puntofijismo » et avènement de Hugo Chávez.....	18
C. Espoirs et faillite du modèle de société imaginé par Hugo Chávez.....	20
I. Renforcement des clivages sociaux et délabrement des forces économiques nationales.....	20
II. Porte-parole autoproclamé des non alignés, Hugo Chávez a fragilisé voire isolé le Venezuela sur la scène internationale	25
III. Militarisme et autoritarisme dans la société vénézuélienne.....	28
D. La fin annoncée du chavisme.....	31
I. La crise vénézuélienne est avant tout une crise économique.....	31
II. Forte dégradation des conditions de vie des Vénézuéliens.....	36
III. Aucune amélioration en vue avant les élections présidentielles de 2019 en raison des clivages politiques et blocages institutionnels.....	43
BIBLIOGRAPHIE.....	47

INTRODUCTION

Doté de richesses naturelles exceptionnelles et d'une politique sociale extrêmement généreuse, le Venezuela possède une place atypique parmi les pays en développement. Pourtant, s'il se distingue aujourd'hui dans les classements internationaux c'est moins par la réduction des inégalités au sein de sa population que par une inflation record, qui a flirté avec les 600 % en 2016.

Le modèle de société imaginé par Hugo Chávez à la fin du siècle dernier survivra-t-il à la violente crise économique et politique que traverse le pays?

L'état de la littérature sur le sujet se cristallise essentiellement autour de la personnalité de Hugo Chávez. Personnage clivant, tantôt adulé, tantôt honni, il a tendance à éclipser la longue Histoire vénézuélienne qui offre pourtant un éclairage particulièrement instructif sur l'état de déliquescence actuel du pays et sur ses perspectives de rebond. Par ailleurs, si elle a bien donné lieu à une multitude d'articles de presse, la dégradation récente et rapide de la situation économique et sociale au Venezuela depuis 2013 n'a pas encore été couverte par des études académiques robustes. Dans ce contexte, l'effet majeur de la rédaction de ce mémoire réside dans la confrontation des ressources académiques relatives à la longue Histoire du Venezuela avec l'analyse dépassionnée de la littérature pro et anti chaviste et les enquêtes journalistiques très actuelles.

Les principales difficultés rencontrées concernent essentiellement le caractère très partisan des ressources documentaires et la volatilité des informations économiques et politiques en raison de la grande instabilité du pays. Une étude exhaustive des sources en langue espagnole et anglaise permettrait de consolider les conclusions de ce mémoire.

In fine, la réponse à la question posée doit s'envisager autour des principaux déterminants de la société vénézuélienne : l'hyper-spécialisation de son industrie, l'omniprésence de l'armée dans les affaires civiles, l'interventionnisme de l'État dans l'économie et les profonds clivages sociaux attisés par des politiques fondamentalement populistes.

Ces caractéristiques majeures seront étudiées en suivant un plan chronologique, depuis les batailles fédératrices de l'indépendance au XIX^{ème} jusqu'à la faillite du gouvernement de Nicolas Maduro, en passant les années fastes du « puntofujisme » et le développement du chavisme. Ce plan nous permettra de constater que les aberrations économiques à l'origine de la crise actuelle sont ancrées dans la culture politique vénézuélienne.

Le recours à l'argent du pétrole pour financer la paix sociale à court terme au détriment d'un développement économique pérenne est une vieille recette transpartisane qui a progressivement fait perdre au pays toute capacité de résilience. Aujourd'hui montré du doigt pour les gabegies de sa politique, Hugo Chávez n'a fait en réalité que poursuivre, en l'accélégrant, l'œuvre dévastatrice des

gouvernements qui l'ont précédé. S'il est entendu que le chavisme idéologique et subversif mourra avec le départ de Nicolas Maduro en 2019, son programme économique, qui n'est rien de plus qu'une vaste redistribution de la rente pétrolière, survivra quant à lui jusqu'à la dernière goutte de pétrole, condamnant par là même le pays à vivre au rythme des cours de l'or noir.

A. Un pays doté de richesses naturelles exceptionnelles

I. Un pays à la géographie très variée et doté d'immenses ressources naturelles inéquitablement réparties

Situé au nord de l'Amérique du Sud, le Venezuela s'étend sur plus 900 000 km², soit une fois et demie la surface de la France métropolitaine. Bordé par la mer des Caraïbes au nord, la Colombie à l'ouest, le Brésil au sud et la Guyana à l'est, il est au carrefour des routes terrestres, maritimes et aériennes entre le nord et le sud du continent américain

Ses 29 millions d'habitants sont répartis très inéquitablement au sein des 4 aires géographiques distinctes qui composent le pays : le littoral, les Andes, les llanos et la Guyane vénézuélienne.

Le littoral : cœur démographique et économique du pays

Regroupant les principales villes, dont la capitale Caracas (4 millions d'habitants), les ports, les principaux gisements d'hydrocarbures et les pôles industriels (raffinage et pétrochimie), le littoral vénézuélien est en outre parcouru par un réseau de transport dense et efficace favorisant une forte dynamique d'urbanisation et d'échange. Doté d'une agro-industrie moderne et connectée aux marchés urbains, le littoral vénézuélien bénéficie en outre de ressources halieutiques encore très peu exploitées. L'industrie touristique s'y développe avec des stations balnéaires réputées, notamment dans les nombreuses petites îles regroupées au sein d'espaces naturels protégés.

La région montagneuse des Andes : entre culture maraîchère et exode rural

Divisées en deux cordillères adossées au littoral au nord et à l'ouest du pays, les Andes vénézuéliennes vivent principalement de l'agriculture, en particulier de la culture maraîchère. Région la plus peuplée du pays jusqu'au début du XX^{ème} siècle, les Andes vénézuéliennes souffrent encore aujourd'hui d'un exode rural important que les réformes agraires successives n'ont pas réussi à stopper.

Les llanos et la Guyane vénézuélienne : espaces marginalisés en cours d'intégration

Vastes plaines peu peuplées situées au centre du pays, les llanos concentrent des élevages intensifs et de grandes exploitations irriguées de riz et de coton. Recouverte d'une riche forêt tropicale, la Guyane vénézuélienne s'étend au sud-est du Venezuela. Elle héberge plusieurs tribus amérindiennes ainsi qu'un parc national inscrit au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. Espaces marginalisés malgré des richesses naturelles importantes, les llanos et la Guyane vénézuélienne ont bénéficié d'investissements importants au cours des 50 dernières années afin de les développer et de tirer profit des minerais et des fleuves puissants.

Composé de 5 % de terres agricoles, 18 % de terres inexploitées, 3 % d'eau et 54 % de forêt, le Venezuela est doté de ressources naturelles considérables.

Au premier rang de celles-ci figurent les hydrocarbures. D'après l'organisation des pays exportateurs de pétrole¹, le Venezuela possède les premières réserves prouvées de pétrole du monde. Ainsi, avec près de 300 milliards de barils, le pays est assis sur près de 25 % des ressources de la planète alors que sa population représente à peine 0,4 % de la population mondiale. Les gisements sont principalement situés dans la ceinture de l'Orénoque, au nord du pays. Toutefois, le pétrole vénézuélien est lourd, voire extra lourd, ce qui rend son extraction difficile et onéreuse.

Au-delà du pétrole, le Venezuela possède 5 600 milliards de m³ de gaz naturel, ce qui le place au 8^{ème} rang mondial².

Le sous-sol vénézuélien regorge également de fer, de bauxite, de nickel, de charbon, d'or et de diamant. Ces ressources sont principalement situées sur le plateau du massif guyanais.

Enfin, le Venezuela possède des ressources hydriques exceptionnelles. En effet, d'après l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture³, le volume de précipitations annuelles est de plus de 1 800 km³, contre moins de 500 km³ pour la France par exemple. En complément, plus de 500 km³ d'eau sont apportés annuellement depuis la Colombie par les affluents de l'Orénoque. Ces ressources, qui font du Venezuela l'un des 10 pays de la planète disposant du meilleur ratio « volume d'eau par habitant », favorisent la production d'électricité, l'irrigation des cultures et la fourniture d'eau potable.

Population vénézuélienne

Avec moins de 30 millions d'habitants, urbains à près de 90 %, le Venezuela figure parmi les pays les moins densément peuplés de la planète (30 habitants par km² pour une moyenne mondiale située à plus de 40 habitants par km²). Toutefois, grâce à un taux de fécondité encore supérieur aujourd'hui à 2,5 enfants par femme combiné à une chute de la mortalité et à une immigration importante, le Venezuela présente une démographie dynamique et a multiplié sa population par 6 au cours des 60 dernières années. Près de 30 % des habitants du pays ont moins de 15 ans.

La population vénézuélienne présente un profil ethnique très diversifié. En effet, près de 70 % des vénézuéliens sont issus du métissage ou de l'immigration récente, environ 20 % sont issus de l'immigration européenne historique, 8 % sont des descendants d'esclaves africains exploités dans

1 « Data download », consulté le 14 janvier 2017, <http://asb.opec.org/index.php/data-download>.

2 « Situation énergétique du Venezuela », Connaissance des Énergies, 15 décembre 2015, <http://www.connaissancedesenergies.org/situation-energetique-du-venezuela-151215>.

3 « readPdf.html », consulté le 14 janvier 2017, http://www.fao.org/nr/water/aquastat/data/wrs/readPdf.html?f=VEN-WRS_eng.pdf.

les plantations et 2 % sont des Amérindiens.

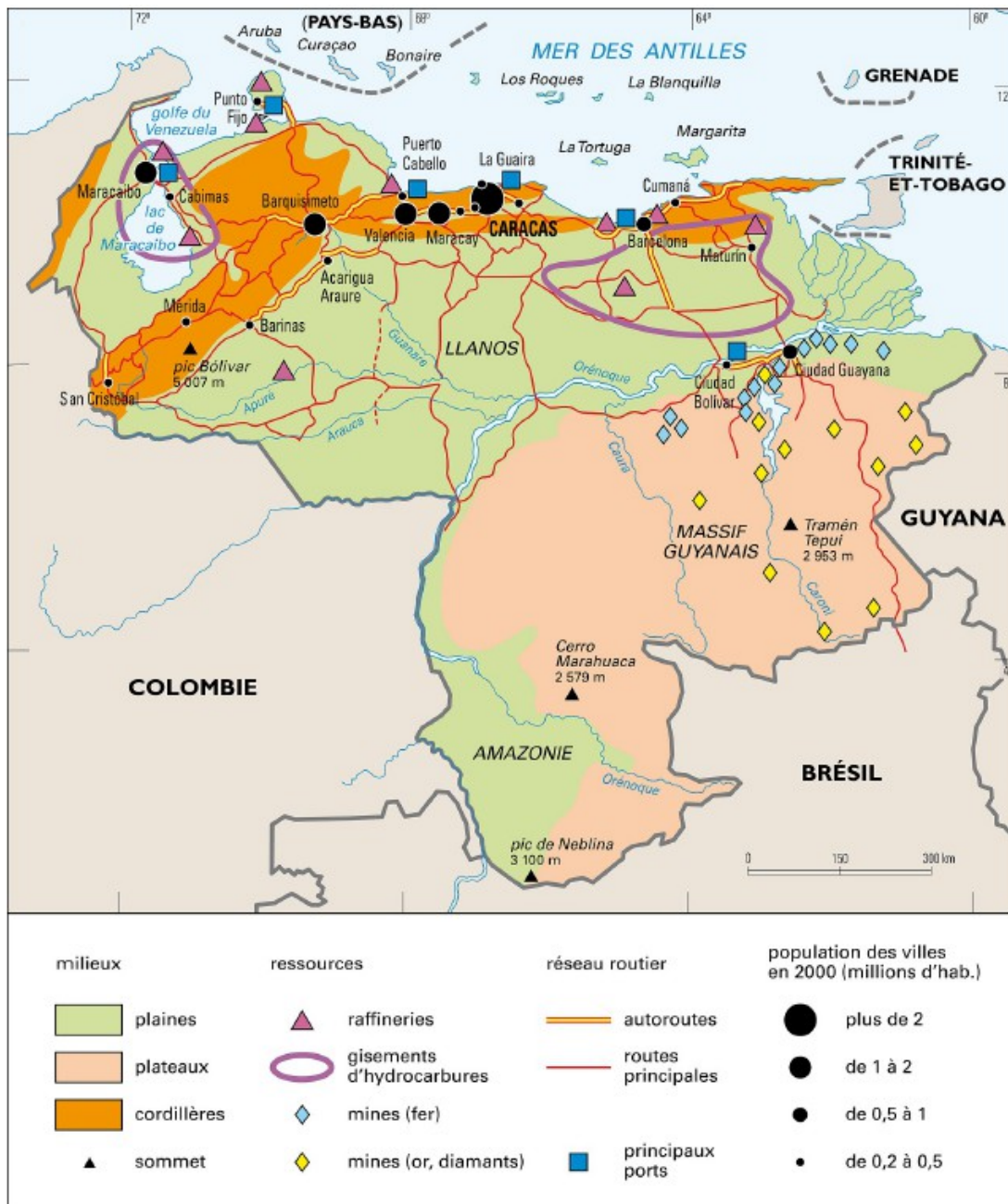


Figure 1. Répartition des ressources et de la population vénézuéliennes

Le Venezuela possède les richesses naturelles parmi les plus importantes du monde. Ces richesses sont toutefois inégalement réparties sur le territoire. En outre, composée d'ethnies très diverses et confrontée à une croissance importante, la population vénézuélienne est concentrée dans les villes laissant de vastes espaces faiblement peuplés. Estompés en période de prospérité, ces déséquilibres profonds attisent les tensions entre populations et territoires lorsque le contexte économique se dégrade.

II. Indépendance et diffusion des idées de Simon Bolivar

Fondée en 1513, la première colonie espagnole au Venezuela exploite tout d'abord les perles et le sel. L'agriculture s'y développe à compter du XVII^{ème} siècle avec la production de blé, de tabac, de canne à sucre, de cacao puis de café. Combiné à l'action des missionnaires, cet essor économique a pour effet d'accélérer le processus de peuplement.

Au cours du XVIII^{ème} siècle, l'Espagne structure le paysage administratif vénézuélien en centralisant les organes des pouvoirs politique, militaire et économique à Caracas. Estimée à près de 1 million d'habitants à la fin de ce siècle, la population vénézuélienne est devenue très hétérogène. Esclaves, Métis, Affranchis, Blancs, Créoles et Indiens aspirent à toujours plus de liberté et d'autonomie tandis que les plus hautes responsabilités restent entre les mains des Espagnols qui représentent pourtant moins de 2% de la population. Catalysés par les idées de la révolution française, ce déséquilibre et les révoltes d'esclaves créent de fortes tensions sociales.

Au début du XIX^{ème} siècle, profitant de l'affaiblissement de la métropole suite à l'invasion française, les mouvements insurrectionnels se renforcent sous l'impulsion des élites créoles auxquelles appartient notamment Simon Bolivar. L'indépendance du Venezuela est autoproclamée le 5 juillet 1811. Cet événement marque le début d'une guerre civile entre les loyalistes, renforcés par l'arrivée de troupes espagnoles, et les patriotes emmenés par Simon Bolivar. Les patriotes l'emportent en 1921 grâce au ralliement des grandes plaines des llanos dirigées par José Antonio Páez. Simon Bolivar, le « Libertador », s'installe alors à la tête de la Grande-Colombie après avoir promulgué la Loi fondamentale consacrant l'union des colonies s'étendant sur les actuels Colombie, Panama, Venezuela et Équateur.

Les idées de Simon Bolivar, rassemblées sous le terme de bolivarisme, continuent de structurer le paysage culturel et politique sud-américain, plus particulièrement au Venezuela. Influencé par les philosophes des Lumières et notamment par *Du contrat social* (1762) de Jean-Jacques Rousseau, il a exposé dans son *Manifeste de Carthagène* (1812) les raisons ayant conduit selon lui à l'échec de la première indépendance du Venezuela en 1811. Parmi ces raisons, cinq d'entre elles méritent d'être soulignées car elles continuent encore de jouer un rôle majeur dans les affaires politiques vénézuéliennes :

Établir un pouvoir central fort

Les variétés culturelles et géographiques sont très importantes au Venezuela, ce qui rend difficile l'adoption d'une vision stratégique commune. Durant la guerre civile ayant suivi la première indépendance, certaines provinces étaient loyalistes, d'autres patriotes. La mise en place d'un pouvoir central fort permet d'atténuer ces différences et favorise les convergences en faveur d'une unité nationale.

Assurer la bonne administration des rentes publiques

L'échec de la première indépendance s'explique en partie par l'incapacité du pouvoir central à soutenir l'effort de guerre, faute de ressources suffisantes, et par un soutien limité des acteurs économiques davantage préoccupés par leurs affaires que par l'issue du conflit. On touche ici aux sources de la défiance du bolivarisme vis-à-vis des acteurs économiques et par là même à la logique de nationalisation et d'administration des rentes publiques.

Entretenir une armée régulière et puissante

Incapable de soutenir la pression des forces espagnoles dans un premier temps, les armées de Simon Bolivar n'ont emporté la décision qu'en 1821 grâce au ralliement inespéré de forces aux aspirations diverses. Dès lors, l'entretien d'une armée régulière et puissante constitue une des constantes du bolivarisme, à tel point que l'armée vénézuélienne est aujourd'hui omniprésente dans le pays.



Figure 2 : Portrait de Simon Bolivar

Laïciser le pays

L'Église catholique n'a pas soutenu l'indépendance. Cette posture a conduit à la laïcisation rapide et au développement de l'instruction publique dans le pays dès 1830. Ce processus de laïcisation du pays peut en partie expliquer le culte rendu, non pas aux figures religieuses, mais aux grands hommes de la construction nationale, tel Bolívar ou plus récemment Chávez.

Mettre en place des dispositifs efficaces de gestion des catastrophes naturelles.

Ce point pourrait paraître anecdotique mais Simon Bolivar considère le séisme de Caracas en 1812 et ses conséquences comme l'une des principales raisons de l'échec de la première indépendance. Présenté comme une punition divine par les loyalistes, ce séisme a montré l'incapacité des autorités à soutenir les populations civiles brisant le lien de confiance et la dynamique d'indépendance. Hugo Chávez profitera des gigantesques coulées de boue à Caracas en 1999 pour renforcer la place de l'armée dans la société en même temps que son emprise sur celle-ci.

III. Le pacte Punto Fijo, début d'une période de prospérité

Trop hétérogènes pour être rassemblées au sein d'un même pays, les entités composants la Grande-Colombie s'émancipent en 1830, année de la mort de Simon Bolivar. L'autre grand artisan de la victoire sur les Espagnols lors des guerres d'indépendance, José Antonio Páez, est alors nommé président de la République vénézuélienne. Dans la continuité des idées bolivariennes, il s'efforcera de dynamiser l'économie du pays, favoriser l'instruction publique, laïciser le pays et développer les infrastructures. Ses successeurs ne parviendront pas à poursuivre son œuvre et pendant plus d'un siècle, le pays connaîtra une forte instabilité marquée par une guerre civile entre centralistes et fédéralistes, une succession de régimes autoritaires et de multiples coups d'État civils ou militaires.

En 1958, l'armée se soulève sous l'impulsion de l'amiral Wolfgang Larrazabal et contribue à l'instauration d'un régime civil en liaison avec la junte patriotique composé du PCV, de l'AD, du COPEI et de l'URD⁴. Les craintes liées à l'émergence et la popularité des idéaux d'extrême gauche portés par le PCV conduisent les trois autres partis à s'allier afin de défendre leur vision d'une société vénézuélienne conservatrice et proche des Etats-Unis. Connue sous le nom de pacte de Punto Fijo, cette alliance, qui conduira l'extrême gauche à investir le champ de la guérilla, déterminera le paysage politique vénézuélien durant 40 ans.

Élu président en 1959, Rómulo Betancourt (A.D.) forme un gouvernement de coalition et promulgue une nouvelle constitution qui restera en vigueur jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Chávez en 1999. Renouant avec certains des principes chers à Simon Bolivar en matière de souveraineté du peuple, d'administration et d'économie, celui que l'on appelle encore aujourd'hui « père de la démocratie vénézuélienne » initie la nationalisation de l'industrie pétrolière, le développement d'une démocratie participative et d'une politique de redistribution destinées à éduquer les masses.

⁴ Quatre principaux partis politiques jusqu'ici interdits : Acción Democrática (AD, membre de l'internationale socialiste), Comité de Organización Política Electoral Independiente (COPEI, prône un catholicisme sociale), Unión Republicana Democrática (URD, centre) et Parti Communiste Vénézuélien (PCV).



Figure 3 : Signature du pacte de Punto Fijo en 1958 avec de droite à gauche : Rafael Caldera, Jovito Villalba and Rómulo Betancourt

En réalité, cette politique dite d'équité économique évoluera davantage vers un système clientéliste visant à acheter le soutien des différents groupes sociaux que vers un dispositif humaniste visant à éduquer les masses. La machine populiste vénézuélienne est en marche et ne s'arrêtera plus.

Conscient de la nécessité de mieux maîtriser les cours du pétrole pour financer ses politiques publiques, Rómulo Betancourt contribue à la création de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en 1960. Le souffle et la dynamique démocratique qu'il impulse se traduisent par un taux de participation de plus 90 % à l'élection présidentielle de 1963 et par une alternance politique régulière pendant près de 40 ans.

En raison du succès du processus démocratique, l'idéologie portée par l'extrême gauche quitte alors le terrain de la lutte armée pour investir celui de l'arène politique avec la naissance de nouveaux partis⁵.

Le réinvestissement de la rente pétrolière dans le développement économique du pays permet au Venezuela d'afficher d'excellents résultats en matière de pouvoir d'achat, de santé et d'éducation. Classé par l'ONU parmi les pays à haut niveau de développement humain dès la fin des années

5 Movimiento al socialismo (MAS) et La causa radical (LCR).

1970, le Venezuela est alors cité en modèle dans un sous-continent où prospèrent les dictatures militaires.

Pays démocratique, doté de richesses naturelles exceptionnelles et présentant un haut niveau de développement humain, le Venezuela aborde la fin du XX^{ème} dans des conditions extrêmement favorables.

B. Aux origines de la faible résilience de l'économie vénézuélienne

I. Explosion des recettes suite aux chocs pétroliers des années 70 et destruction profonde de l'économie : le paradoxe de Groningue

Élu en 1974 à la présidence de la République, Carlos Andrés Pérez (A.D.) nationalise entièrement l'industrie pétrolière et investit massivement pour la développer.

Suite aux chocs pétroliers de 1973 et 1979, les prix du baril de pétrole sont quadruplés. L'explosion des profits liés aux exportations de pétrole accélère la transformation de l'économie vénézuélienne initiée en 1922 avec l'exploitation industrielle du pétrole.

Le pays est alors touché par le syndrome de Groningue⁶. La hausse des revenus pétroliers accroît la demande de biens et provoque par là même une hausse des prix et une appréciation de la monnaie. Les secteurs exportateurs, hors industrie pétrolière, perdent en compétitivité et se contractent. C'est notamment le cas de l'agriculture où la production locale de café, de cacao, de coton, ou de sucre, autrefois florissante, est délaissée car moins intéressante que l'importation. La part de la production agricole dans le PIB vénézuélien passe de plus de 30 % dans les années 1920 à moins de 10 % dans les années 1970.

La dépendance de la population à la rente pétrolière est renforcée par les politiques redistributives mises en place par Carlos Andrés Pérez qui promet de « semer le pétrole » via une hausse des salaires, un élargissement des prestations sociales et des investissements colossaux tous azimuts.

Les politiques sociales, les investissements démesurés et l'explosion du nombre de fonctionnaires se traduisent par un triplement du budget national au cours des années 1970.

Lorsque les prix du pétrole commencent à reculer au début des années 1980⁷ à mesure que les pays industrialisés adoptent des dispositions visant à réduire les dépenses d'énergie, l'économie du pays est hyper-spécialisée et sa population continue d'entretenir de fortes aspirations en matière de niveau de vie et de pouvoir d'achat. Le 18 février 1983, le « vendredi noir », le Bolivar est

⁶ Le terme apparaît pendant les années 1960 quand les revenus commerciaux des Pays-Bas augmentent considérablement à la suite de la découverte de grands gisements de gaz dans la province de Groningue, puis dans le reste du pays et en mer du Nord. L'accroissement des recettes d'exportations entraîne l'appréciation de la devise hollandaise, ce qui finit par nuire à la compétitivité-prix des exportations non gazières du pays.

⁷ Entre 1982 à 1998 les prix du brut sont divisés par 3 en dollars constants

fortement dévalué pour faire face à la chute des prix du pétrole et à une fuite des devises. Dépendant des importations pour de nombreux produits de première nécessité, les Vénézuéliens sont contraints de les payer au prix fort.

Le gouvernement choisit de s'endetter pour maintenir l'ordre social. En 1987, il consacre près du tiers de son budget au financement de la dette⁸.



Figure 4 : Carlos Andrés Pérez en 1981

Lors de son retour au pouvoir en 1989, Carlos Andrés Pérez accélère la libération de l'économie vénézuélienne afin d'équilibrer les finances publiques et d'obtenir le soutien des institutions financières internationales. La mise en œuvre de « El Paquete », le nouveau programme d'ajustement structurel, prévoit notamment une dévaluation du Bolivar de 170 %, l'atteinte d'un déficit inférieur à 4% du PIB, des privatisations, l'allègement des barrières douanières, la réduction de l'intervention de l'État dans l'économie ainsi qu'une série des mesures d'austérité conditionnant un prêt de 5 milliards de dollars du FMI. Ce plan se traduit par la fin des tarifs réglementés pour les biens de première nécessité, la hausse des tarifs de l'eau, de l'électricité, des hydrocarbures, des transports et du téléphone.

8 Hugo Contreras C : « La deuda pública venezolana, 1979-1988 », Revista económica, n° 4, 1989, pp.9-39.

Le salaire réel moyen vénézuélien recule de plus de 80% entre 1978 et 1989⁹.

L'extrême pauvreté touche tout particulièrement les barrios, ces bidonvilles ayant prospéré suite à l'exode rural lié au délaissement de l'agriculture au profit de la rente pétrolière.

II. Faillite du modèle rentier vénézuélien et émeutes du Caracazo en 1989

Foncièrement accoutumé à la redistribution et très fragilisé par plusieurs années d'attrition de la rente pétrolière et donc de son pouvoir d'achat, l'électorat populaire se sent abandonné et trahi par la politique libérale de Carlos Andrés Pérez, pourtant social-démocrate. Il se révolte le 27 février 1989.

Dans tous les quartiers de Caracas, on assiste à des scènes de violence et à des pillages. Dépassé par les événements, le gouvernement déclare l'État d'urgence et suspend plusieurs garanties constitutionnelles¹⁰. Le chaos règne dans Caracas. Pendant plusieurs jours, les commerces sont fermés, les transports en commun sont arrêtés, des restrictions alimentaires sont mises en place et l'armée réprime violemment auteurs de trouble et civils innocents. Le bilan officiel fait état de 279 morts mais des données officieuses avancent jusqu'à 3 000 morts¹¹.

Si c'est bien le contexte économique et social qui a déclenché les émeutes, cet événement met en lumière les raisons plus profondes des clivages passés et actuels au sein de la société vénézuélienne. D'une violence sans précédent, le « Caracazo » marque la fin de « *l'harmonie illusoire* »¹² et du mythe de « *l'État magique* »¹³ qui avait perduré pendant 30 ans entre le peuple et l'État. Le lien de confiance entre les élites gouvernantes et la population est rompu.

9 Hemmi Croes González, « Transformations économiques et formes d'Etat au Venezuela: un siècle de "capitalisme pétrolier"(1908-2008) » (Paris 1, 2011), 292.

10 Les garanties de la Constitution de 1961 suspendues le 28 février 1989 sont définies aux articles suivants : article 60 dont les alinéas concernent les conditions de la privation de liberté et la demeure en détention ; l'article 64 qui assure le droit à la libre circulation, l'article 66 sur la liberté d'expression, l'article 71 sur le droit aux rassemblements publics et privés, et l'article 115 sur le droit de manifester pacifiquement sans armes

11 Comité de familiares y víctimas del 27 de febrero

12 Moisés Naím et Ramón Piñango, *El caso Venezuela: una ilusión de armonía* (Ediciones IESA, 1986)

13 Selon l'anthropologue Fernando Cornil, « *en fabriquant d'époustouflants projets de développement qu'engendrent des fantasmes collectifs de progrès, l'Etat captive aussi bien son public que ses acteurs. Tel un 'sorcier agnanime', l'Etat tient ses sujets en leur induisant une condition ou un état de réceptivité à ses illusions – un Etat magique.* ».

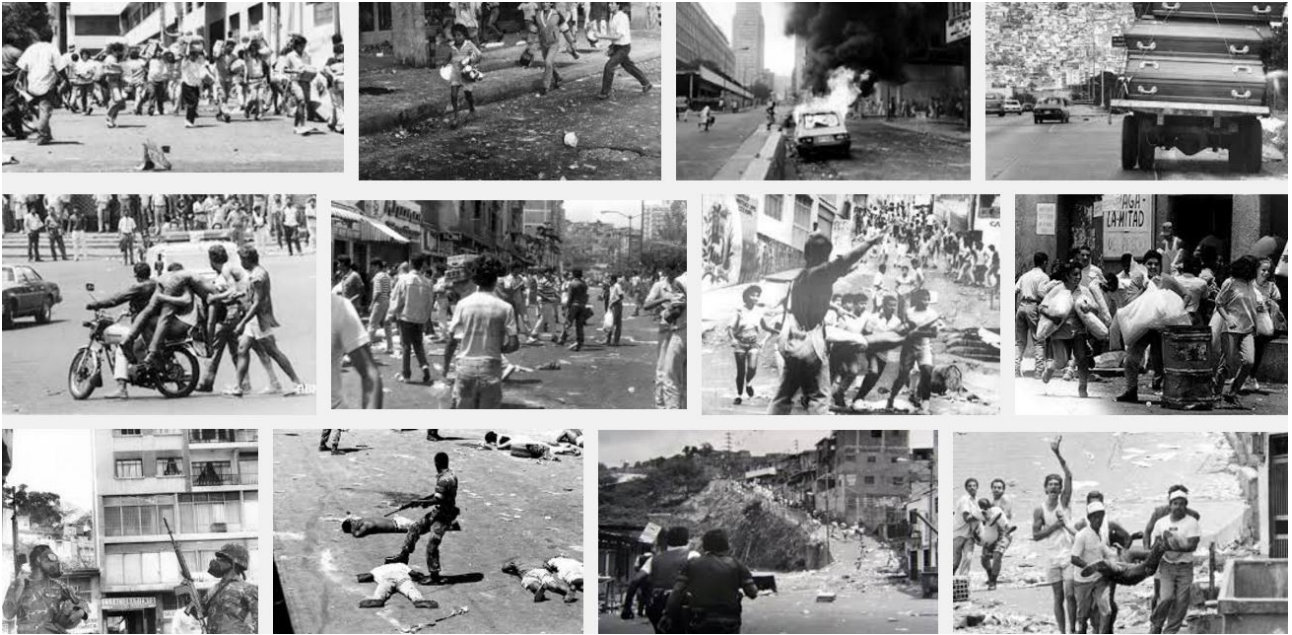


Figure 5 : Émeutes du Caracazo le 27 février 1989

Incapacité des institutions à protéger les plus démunis

Au-delà de la violente crise économique, ces émeutes s'expliquent selon l'historienne Margarita Lopez Maya¹⁴ par la faiblesse des institutions politiques et sociales vénézuéliennes. La protection des plus démunis face aux abus du marché est profondément ancrée dans les mœurs vénézuéliennes. Le pacte tacite entre les classes populaires et le gouvernement est rompu lorsque celui-ci n'est plus en mesure d'assurer son rôle de protecteur. Les élites perdent la confiance de la population.

Impunité des armées et des forces de l'ordre

La rupture du lien de confiance résulte également de l'impunité dont jouissent l'armée et les forces de l'ordre. En effet, selon la sociologue Paula Vasquez Lezama¹⁵, la violente répression par l'armée et les forces de l'ordre lors du Caracazo résulte en partie de leur volonté de tirer profit des pillages. Bien qu'avérés, ces faits ne feront l'objet d'aucune poursuite judiciaire.

Opposition entre élites civilisées et couches populaires barbares

Fernando Coronil et Julie Skurski analysent le Caracazo comme une opposition entre « *société civilisée* » et « *barbarie* »¹⁶. Selon cette analyse, qui s'inscrit dans un registre post-colonial, la répression aurait pour les classes dominantes un effet civilisateur sur des « *masses* » jamais intégrées favorablement dans la société moderne.

14 Margarita LOPEZ MAYA, « The Venezuelan Caracazo of 1989: Popular Protest and Institutional Weakness », *Journal of Latin American Studies* volume 35 (2003): 117-37.

15 Paula Vasquez Lezama, « Le Caracazo (1989) vingt après. de l'économie morale à l'instrumentalisation politique de l'émeute au Venezuela », *Revue internationale de politique comparée* Vol. 17, n° 2 (5 octobre 2010): 127-42.

16 CORONIL F. et SKURSKI J., « Dismembering and Remembering the Nation: The Semantics of Political Violence in Venezuela », *Comparative Studies in Society and History* 33, n° 2 (1991): 288-337.

Large corruption jusqu'au plus au niveau de l'Etat

La corruption endémique touchant l'administration jusqu'au plus haut niveau de l'État a également contribué à fragiliser le lien de confiance entre la population et les élites gouvernantes. Impliqué dans l'affaire du « Sierra Nevada » pour détournement de fonds, Carlos Andrés Pérez est suspendu puis destitué par le Congrès en 1993. Il sera condamné à 26 mois de prison.

Les images de misère et de violence relayées par la presse ont profondément marqué l'opinion publique vénézuélienne. Le thème de la pauvreté reste encore aujourd'hui le principal sujet de mobilisation politique dans le pays. Les symboles de la pauvreté diffusés par les médias visent moins à informer qu'à entretenir une dynamique de confrontation politique.¹⁷

III. Fin du « puntofijismo » et avènement de Hugo Chávez

Né en 1954 dans les llanos de parents enseignants, Hugo Chávez intègre l'Académie militaire vénézuélienne en 1971 où il se passionne pour la figure du chef militaire révolutionnaire et pour la doctrine de la gauche nationaliste dans un continent sud-américain en pleine émulation. Au-delà de Simon Bolivar, ses modèles sont les leaders de la gauche latino-américaine contemporaine : Fidel Castro, Salvador Allende ou Che Guevara.

Au cours de sa scolarité, qu'il partage notamment avec des élèves panaméens, il s'intéresse aux idées et à la posture du général Omar Efraín Torrijos Herrera, leader suprême de la révolution panaméenne, chef du Parti révolutionnaire démocratique (internationale socialiste) et figure de proue de la lutte pour reprendre le contrôle du canal de Panama. Président du Panama entre 1968 et 1981, le général Omar Efraín Torrijos Herrera y conduit une politique populiste et autoritaire.

Hugo Chávez est également influencé par le général Juan Valsaco Alvarado qu'il rencontre lors d'un voyage de l'académie vénézuélienne au Pérou en 1974 et dont l'ouvrage *La révolution nationale péruvienne* restera comme une des ses principales sources d'inspiration.

Âgé d'à peine 20 ans à sa sortie de l'Académie militaire vénézuélienne, Hugo Chávez est d'ores et déjà très politisé. Très marquées à gauche, les idées qu'il défend ne trouvent pas d'écho sur le devant de la scène politique vénézuélienne suite à la marginalisation du PCV en 1958 lors du pacte de Punto Fijo. Il se rapproche ainsi de la guérilla d'extrême gauche qu'il est censé réprimer en tant que militaire. Il rencontre régulièrement certains leaders du mouvement clandestin, dont Douglas Bravo¹⁸¹⁹. « *Révolté par la pauvreté dans les campagnes, indigné par l'attitude de l'armée dans la*

17 Leopoldo Tablante, « La pobreza como tema político y mediático en Venezuela », Cahiers des Amériques latines, n° 53 (30 juin 2008): 117-46, doi:10.4000/cal.1731.

18 Douglas Bravo a dirigé les forces armées de la libération vénézuélienne jusque dans les années 1970. Soutien de Chávez jusqu'à son arrivée au pouvoir, il s'en écarte brusquement en 2006 en l'accusant de verser dans le capitalisme brutal.

19 Pierre-Philippe BERSON, *Sous le soleil de Chávez*, L'Harmattan, INTER-NATIONAL, 2014, 79-87.

*lutte contre les foyers de guérilla, profondément attaché à l'éthique de Simon Bolivar en matière militaire, Hugo Chávez va se consacrer à l'organisation d'une « Armée Révolutionnaire Bolivarienne » clandestine au cœur de l'institution militaire. Son projet est d'organiser un nouveau soulèvement militaire contre la « démocratie assassine » de Punto Fijo »*²⁰

En 1983, à l'occasion du 200^{ème} anniversaire de la naissance de Simón Bolívar, Hugo Chávez crée le Mouvement bolivarien révolutionnaire 200 (M.B.R.-200) au sein de l'armée. Ce mouvement prend réellement son envol au lendemain des émeutes du Caracazo.

La rhétorique d'Hugo Chávez s'affine et ses critiques se concentrent contre le « puntofijismo », système politique figé, construit sur l'allégeance à l'AD et au COPEI et à travers lequel ces partis historiques assoient leur domination sur la société sans réussir à répondre aux attentes de la population. Il propose de mettre un terme à cette particratie et de développer une véritable démocratie où la volonté populaire s'exercerait indépendamment des partis.

Par ailleurs, la politique libérale de Carlos Andrés Pérez est qualifiée de « sauvage » et les réformes économiques souhaitées par le FMI « d'ingérence du gouvernement des États-Unis et de ses alliés imposée aux populations latino-américaines réticentes ».

En 1992, Hugo Chávez, tente un coup d'État contre Carlos Andrés Pérez. Malgré la mobilisation de près de 2 500 militaires du MBR-200 et un important soutien populaire, cette tentative échoue et Hugo Chávez est emprisonné pendant deux ans. Cet échec politique est un succès pour le militaire et ses partisans. Il réussit à attiser les aspirations populaires et, par là même, à fragiliser un gouvernement contraint de réaliser des promesses non tenables.

Pour le sociologue Henri Bauer, c'est à ce moment que « l'idée d'un changement fondamental et urgent du système s'est répandue auprès d'une classe moyenne en processus d'appauvrissement et d'une couche pauvre qui commençait à connaître des conditions de misère. La conviction que l'économie se dégradait sans aucune solution en vue, que les institutions politiques étaient habitées par la corruption, que les autorités politiques n'étaient plus capables de gouverner, qu'il fallait réformer le système d'élections afin d'établir une véritable représentativité de la société civile, que la majorité de la population vénézuélienne s'appauvrissait de plus en plus alors qu'elle vivait sur une mer de pétrole, que le Venezuela allait droit dans le mur... a favorisé fortement le souhait de voir venir un changement politique fort. »²¹

20 Sébastien Ville, « La révolution bolivarienne du Venezuela », Actuel Marx, n° 2 (2007): 71-83.

21 « Venezuela : l'élection d'Hugo Chávez en 1988, le défi d'articuler réformes sociales et démocratie. - Irénées », consulté le 27 décembre 2016, http://www.irenees.net/bdf_fiche-defis-27_en.html



Figure 6 : Hugo Chávez lors de la tentative de coup d'État de 1992

La popularité du militaire conduira le président Rafael Cadera à ordonner sa libération en 1994.

En 1996, après avoir quitté l'armée, Hugo Chávez transforme son M.B.R.-200 en Mouvement Ve République (M.V.R.), parti ayant pour but de remporter les élections présidentielles de 1998. Incarnant d'immenses espoirs de justice sociale, il remporte l'élection présidentielle avec plus de 56 % des suffrages après avoir gagné les législatives et les régionales le mois précédent en balayant les deux partis traditionnels, l'AD et le COPEI. Dès sa prise de fonction, il convoque une assemblée constituante afin de faire du Venezuela une démocratie participative. Avec plus des 90 % des 131 sièges de la nouvelle assemblée²², il obtient une majorité écrasante et peut mettre en marche sa révolution bolivarienne.

C. Espoirs et faillite du modèle de société imaginé par Hugo Chávez

I. Renforcement des clivages sociaux et délabrement des forces économiques nationales

Nouvellement élu, le président Chávez déclare que « *le Venezuela connaissait surtout une crise morale, éthique, à cause du manque de sensibilité sociale de ses dirigeants. Or la démocratie, ce n'est pas seulement l'égalité politique. C'est aussi, voire surtout, l'égalité sociale, économique et culturelle. Tels sont les objectifs de la révolution bolivarienne. Je veux être le président des pauvres. Mais il nous faut tirer la leçon des échecs d'autres révolutions qui, tout en affirmant rechercher ces buts, les ont soit trahis, soit poursuivis mais en liquidant au passage la démocratie.* »²³

²² Éditions Larousse, « Encyclopédie Larousse en ligne - Venezuela : institutions République bolivarienne du Venezuela », consulté le 21 octobre 2016, http://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Venezuela_institutions/148533.

²³ « Chávez », Le Monde diplomatique, 1 octobre 1999, <https://www.monde-diplomatique.fr/1999/10/RAMONET/3309>

Les constituants adoptent ces principes dans la Loi fondamentale de la République bolivarienne du Venezuela en 1999²⁴. Approuvé par plus de 70% de la population, le texte prévoit notamment la souveraineté du pays sur les ressources naturelles, l'intervention de l'État dans les affaires économiques, la fin des grandes propriétés foncières et le renforcement des droits des travailleurs, des enfants et des peuples indigènes. En matière institutionnelle, il introduit le référendum révocatoire, la démocratie participative, l'allongement à six ans du mandat présidentiel et la possibilité pour le président de dissoudre le parlement qui n'est plus composé que d'une seule chambre.

Régies par la nouvelle Loi fondamentale, les élections générales de 2000 confirment Hugo Chávez dans ses fonctions et permettent à ses partisans d'obtenir la majorité des gouvernorats et des sièges à l'Assemblée nationale. Fort de ce nouveau plébiscite et disposant de tous les leviers du pouvoir, le président Chávez engage ses réformes économiques afin de « *renverser les données économiques qui, dirigées par le Fonds monétaire international (FMI) avaient été la cause de la « décennie perdue » (1985-1995), et ses terribles effets négatifs sur les populations et leurs systèmes économiques* »²⁵.

La politique économique du président Chávez se traduit par des nationalisations, des réformes touchant l'agriculture, la banque centrale, les hydrocarbures, la fiscalité ou la monnaie, ainsi que des mesures fortes à l'attention des plus démunis via l'instauration de « missions » thématiques.

*« Le pouvoir politique et économique se concentre progressivement dans l'exécutif car c'est le gouvernement qui distribue la manne pétrolière ; l'appareil administratif de l'État se centralise et les expropriations de terres, entreprises, banques, entreprises de transports, hôtels et biens immobiliers sont souvent décidées par Chávez lui-même. »*²⁶

La réforme la plus emblématique concerne bien évidemment la gouvernance de l'industrie pétrolière tant celle-ci conditionne la santé économique du pays. Bien que nationalisée en 1976, la PDVSA²⁷ conserve une grande autonomie à l'égard du gouvernement vénézuélien jusqu'à l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir. Afin de limiter le siphonnage de ses recettes par l'administration fiscale nationale, la direction de la PDVSA a multiplié les investissements à l'étranger faisant chuter de 45% le montant reversé à l'État vénézuélien pour chaque dollar de recette entre 1981 et 2000²⁸. Par ailleurs, « *au lieu des 16,66 % de royalties prévues par la vieille loi nationale sur les hydrocarbures*

24 « Loi fondamentale de la République bolivarienne du Venezuela de 1999 », consulté le 28 décembre 2016, <http://mjp.univ-perp.fr/constit/ve1999.pdf>.

25 « Venezuela: définition de Venezuela et synonymes de Venezuela (français) », consulté le 28 décembre 2016, <http://dictionnaire.sensagent.leparisien.fr/Venezuela/fr-fr/>.

26 Paula Vasquez Lezama, « Hugo Chávez : de l'aura du progressisme à la dérive autoritaire », Socio. La nouvelle revue des sciences sociales, n° 2 (16 décembre 2013): 205-16, doi:10.4000/socio.443.

27 Petroleos de Venezuela S.A, plus grande société de toute l'Amérique Latine en chiffre d'affaire.

28 « L'économie du pétrole au Venezuela - Irénées », consulté le 9 décembre 2016, http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-917_fr.html.

*de 1943, les multinationales et leurs alliés vénézuéliens se voyaient quasiment exemptés de façon régaliennne, puisque le prélèvement fiscal était plafonné à 1 % de la valeur du précieux liquide. Ainsi, sur chaque baril produit à 20 dollars, Caracas ne percevait que 20 cents au lieu de 3,3 dollars ».*²⁹

La loi sur les hydrocarbures de 2001 prévoit la prise de contrôle des sociétés pétrolières privées par la PDVSA et le relèvement du niveau de redevance de 1 à 16,66 %. « *Le temps du pétrole gratuit est terminé* » déclare Chávez le 13 octobre 2004. En complément, les groupes pétroliers doivent s'acquitter de leurs arriérés d'impôts suite aux constatations d'évasion fiscale³⁰ et les taux d'imposition sur les bénéfices pétroliers sont rehaussés de 34 à 50%. Le contrôle de l'État sur la PDVSA est renforcé.

En réaction à ces mesures, plusieurs compagnies pétrolières choisissent de quitter le Venezuela, dont Exxon et ConocoPhillips. De son côté, la direction de la PDVSA déclenche une grève générale le 10 décembre 2001. Sorti victorieux de ce premier bras de fer avec l'oligarchie vénézuélienne, Hugo Chávez continue de faire face à l'hostilité grandissante de l'élite conservatrice à l'encontre de sa politique. Cette hostilité se concrétise par une tentative de putsch avortée en avril 2002 puis par un gigantesque lock-out fomenté encore une fois par la direction de la PDVSA. L'exploitation pétrolière reste bloquée 63 jours faisant chuter l'activité économique du pays de près de 10 %. S'appuyant sur un Tribunal suprême de justice³¹ acquis à sa cause, le président Chávez procède au licenciement de 19 000 cadres et salariés de la PDVSA sur les 30 000 que compte la société et met fin au mouvement de grève.

Aspirant à toujours plus de redistribution de la rente pétrolière et jugeant les cadres de la PDVSA comme privilégiés, la population soutien l'action du gouvernement. Conforté par ce soutien et par une augmentation du prix du baril de 320 % entre 2000 et 2013³², le gouvernement met en place une trentaine de programmes sociaux appelés « missions » au profit des plus démunis³³ afin de faire face aux problèmes les plus urgents. Ces programmes, qui s'appuient sur une redistribution directe de la rente pétrolière au détriment des investissements dans l'appareil productif, court-circuitent les institutions étatiques et prennent parfois la forme de cash.

29 Guy Mazet, « La République bolivarienne du Venezuela et le droit », Cahiers des Amériques latines, n° 53 (31 décembre 2006): 49-65, doi:10.4000/cal.1877.

30 Total, qui n'avait pas payé ses impôts s'élevant à près de 110 millions de dollars depuis 2001 malgré des bénéfices s'élevant à 12 milliards de dollars en 2004 fut l'objet d'une enquête qui confirma les soupçons de fraude fiscale pour l'année 2001

31 Le Tribunal suprême de justice est la plus haute instance judiciaire du pays. Ses juges sont nommés pour 12 ans par l'assemblée nationale.

32 « Evolution comparée des prix de l'essence et du pétrole brut », Planète Énergies, consulté le 28 décembre 2016, <http://www.planete-energies.com/fr/medias/infographies/evolution-comparee-des-prix-de-l-essence-et-du-petrole-brut>.

33 Les missions concernent les domaines suivants : alphabétisation, éducations secondaire et universitaire, santé gratuite et de proximité, insertion socioprofessionnelle, formation au coopératisme, redistribution des terres agricoles...

Le journaliste et sociologue américain Christian Parenti tire un bilan positif de ces « missions ». Selon lui, dès 2005, « des millions de personnes ont appris à lire, des millions reçoivent des soins médicaux auxquels ils n'avaient pas accès auparavant, et 35 à 40 % de la population fait ses achats dans des supermarchés subsidiés et détenus par le gouvernement. Les inscriptions dans les écoles primaires ont augmenté d'un million d'élèves car les écoles offrent désormais des repas gratuits aux enfants. Le gouvernement a créé différentes banques destinées à promouvoir des petites entreprises et des coopératives ; il a réaffecté une partie de l'armée à des travaux publics, et construit de nouveaux métros dans le pays. Pour encourager la production agricole dans un pays qui importe plus de 80 % de sa consommation alimentaire, Chávez a créé un programme de réforme agraire visant à récompenser les agricultures qui augmentent leur productivité... »³⁴



Figure 7 : Diversité des « missions » bolivariennes

Par ailleurs, en matière de santé publique des améliorations notables sont constatées sur le front de la lutte contre la mortalité infantile, le VIH ou la dengue. Grâce aux « missions », la pauvreté a diminué selon l'Institut des statistiques nationales et la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)³⁵. Les « missions », qui deviennent le pilier fondamental de la révolution

34 « Venezuela : une « révolution » indéchiffrable ? », Mouvements no 44, n° 2 (s. d.): 131-48.

35 Vasquez Lezama, « Hugo Chávez ».

bolivarienne, constituent la clé de la réussite sociale des années Chávez.

Fort de ce bilan positif, Hugo Chávez devient le symbole du bien-être social pour une très large part de l'électorat populaire, qui ne voit pas les conséquences sur le long terme de sa politique économique néfaste pour l'appareil productif et l'entrepreneuriat. En effet, pour l'économiste Christopher Dembik, *« la vraie erreur [de Chávez] fut d'avoir détruit la seule industrie, le secteur pétrolier en l'occurrence, capable d'assurer l'avenir économique du Venezuela. À partir de 2003-2004, le président Hugo Chávez a décidé de transférer la majorité des recettes de PDVSA, la compagnie pétrolière nationale, vers le budget de l'Etat afin de financer les missions sociales bolivariennes, plutôt que d'investir pour garantir la compétitivité de l'appareil productif de l'entreprise. »*

En 2004, il est maintenu dans ses fonctions à l'issue de référendum révocatoire convoqué par l'opposition, qui choisit de boycotter les élections législatives de 2005. Réélu facilement à la présidence en 2006, l'ancien militaire n'a plus aucun contre-pouvoir en face de lui.

Auréolé de ces victoires, attisant sa figure de successeur de Bolívar, le président Chávez souhaite accélérer la transition nationale vers le *« socialisme du XXI^{ème} siècle »*³⁶. En janvier 2005, lors du forum social mondial de Porto Allègre, il appelle à *« revendiquer le socialisme comme une thèse, un projet, un chemin, mais un nouveau type de socialisme, un socialisme humaniste qui place avant tout les hommes et non les machines »*.

Cette accélération se traduit notamment par la création du parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) et des *« conseils communaux »* en 2006. Visant à renforcer la démocratie participative et à *« permettre au peuple organisé d'exercer directement la gestion des politiques publiques et des projets orientés à répondre aux nécessités et aspirations des communautés vers la construction d'une société d'équité et de justice sociale »*³⁷, ces conseils doivent aussi permettre de *« rompre avec les pratiques clientélistes héritées de la période antérieure et de poser les bases d'une nouvelle relation entre la société et l'État »*³⁸.

Toutefois, pour la sociologue Margarita Lopez Maya, *« le projet de consolider une démocratie « participative » est nuancé [...] par la voie de la création d'un « État communal ». La construction verticale de cette nouvelle bureaucratie en passant par un parti politique officiel uni et unique s'oppose nettement aux principes pluralistes de la Constitution de 1999 »*³⁹

36 C'est le sociologue chilien Thomas Moulian qui a employé en 2000 le terme « socialisme du XXI^e siècle » dans son livre *El socialismo del siglo XXI. La quinta vía*.

37 Loi des Conseils communaux, 2006

38 Mathieu Uhel, « La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils communaux à Maracaibo (Venezuela) », *Cahiers des Amériques latines*, n° 69 (2012): 57-80.

39 LÓPEZ MAYA, Margarita, 2013, *Democracia participativa en Venezuela 1999-2010*. Orígenes, Leyes, percepciones y desafío, Caracas, Centro Gumilla.

Ce paradoxe entre volonté de renforcer la démocratie participative d'un côté et construction d'une bureaucratie, qui se révélera très verticale et discrétionnaire, de l'autre traduit la contradiction du modèle chavisme et peut résumer en partie son échec sur le long terme. Ainsi, l'anthropologue Paula Vasquez Lezama a constaté comment, *« les bénéficiaires des programmes sociaux étaient partagés entre soutien émotionnel et inconditionnel à leur leader et critique de l'action autoritaire des cadres et des fonctionnaires des nouvelles organisations révolutionnaires. Ce sentiment partagé imprègne le contexte où s'établissent des relations interpersonnelles marquées par des antagonismes binaires (« peuple » contre « oligarchie », « loyalistes » opposés à « putschistes », « traîtres » versus « fidèles », etc.). Il s'agit d'une symbolique politique fondée sur la confrontation d'identités réifiées et polarisées »*⁴⁰

Malgré son charisme et son lien charnel avec la population, Chávez ne réussit pas à unir le peuple derrière sa révolution. Les clivages qu'il entretient afin d'exister, en recherchant systématiquement le conflit et la confrontation avec un ennemi réel ou imaginaire, ne permettent pas de réunir les conditions de l'apaisement. Selon Jean-Marc Fournier, professeur de géographie à l'université de Caen, *« aujourd'hui, très schématiquement, le Venezuela socialement défavorisé est devenu le Venezuela pro-Chávez tandis que le Venezuela socialement favorisé incarne le Venezuela anti-Chávez »*⁴¹.

Au sein même de son camp les tensions sont palpables, tant le mouvement chaviste est par nature protéiforme. En effet toujours selon l'anthropologue, ce mouvement est composé *« d'un projet politique révolutionnaire, d'un christianisme multiséculaire, du nationalisme bolivarien, d'une bureaucratie civile et militaire fondée sur la redistribution discrétionnaire de la manne pétrolière, de la démocratie néolibérale, de la révolution cubaine et du marxisme, du jacobinisme français, etc. »*.

II. Porte-parole autoproclamé des non alignés, Hugo Chávez a fragilisé voire isolé le Venezuela sur la scène internationale

Plus qu'aucun autre avant lui, le président Chávez a fait de la diplomatie pétrolière la clé de voûte de sa stratégie sur la scène internationale.

Pleinement engagé dans la mise en œuvre du « socialisme du XXI^{ème} siècle » dès les premières années de sa présidence, il se rêve en leader de l'altermondialisme. Dans un contexte international marqué par la seconde guerre en Irak, son discours contre l'impérialisme américain fait écho. Jouissant d'une excellente réputation dans les pays non alignés en raison du succès de ses « missions », la figure internationale d'Hugo Chávez pourrait *« même devenir à long terme proche*

40 Vasquez Lezama, « Hugo Chávez ».

41 Fournier, L'autre Venezuela de Hugo Chávez. Boom pétrolier et révolution bolivarienne à Maracaibo, 51.

de celle de Ché Guevara. » selon Paula Vasquez Lezama.

La politique internationale du président Chávez se caractérise par son opposition farouche aux États-Unis, qu'il accuse d'avoir soutenu les putschistes de l'opposition vénézuélienne en 2002. Sa démarche de lutte contre l'impérialisme américain et son action au sein des pays non alignés le conduisent à nouer des alliances militaires avec les ennemis des États-Unis, comme l'Iran, la Corée du Nord et la Russie. En guise de riposte, les États-Unis interdisent les ventes d'armes au Venezuela en 2006. Le 20 septembre de la même année, Chávez porte une violente charge à la tribune des Nations-Unis contre le président Bush, qu'il qualifie de « diable », de « menteur » et de « tyran »⁴². Les relations entre ces deux pays s'avèrent toutefois paradoxales. En effet, derrière les querelles relayées par les médias et l'intérêt que les deux leaders y trouvent, ces deux pays entretiennent des liens économiques et stratégiques particulièrement forts. Le Venezuela fournit plus de 10% du pétrole américain. Par ailleurs, PDVSA possède des raffineries aux États-Unis ainsi que la compagnie pétrolière américaine CITGO. Dans ce contexte, la fin du partenariat signifierait la faillite pour l'un et la pénurie énergétique pour l'autre. Selon Chávez, le Venezuela « *a suffisamment d'alliés sur le continent pour commencer une guerre de cent ans contre les États-Unis s'ils tentaient de nouveau quelque chose contre lui* », et « *les citoyens américains devraient alors renoncer à l'idée de recevoir du pétrole vénézuélien* ». Le pétrole est une arme économique et diplomatique.



Figure 8 : Rencontre entre Hugo Chávez et Mahmoud Ahmadinejad

42 « Chávez traite Bush de “diable” à l’ONU - 20 septembre 2006 - L’Obs », consulté le 29 décembre 2016, <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20060920.OBS2743/Chavez-traite-bush-de-diable-a-l-onu.html>.

En outre, afin de diversifier ses débouchés, le Venezuela a signé un accord bilatéral avec la Chine en 2004 car, selon Chávez « *c'est ce dont le monde avait besoin pour en finir avec l'unilatéralisme* ». Fragilisant les approvisionnements énergétiques américains, cet accord prévoit d'augmenter les exportations d'hydrocarbures vers la Chine en échange d'investissements dans les industries agricoles et pétrolières.

La posture internationale très agressive de Chávez attise les craintes et n'inspire pas confiance à la communauté internationale. Ainsi, lorsqu'il entreprend un tour du monde en 2006 afin de faire campagne pour obtenir un siège de membre non permanent au conseil de sécurité de l'ONU, il est accueilli froidement dans de nombreux pays. Sa candidature est un échec.

Enfin, tous les altermondialistes ne se reconnaissent pas dans Chávez malgré son extrême volontarisme. En effet, construit sur l'exploitation massive des hydrocarbures et la consommation à outrance, le modèle vénézuélien n'est pas en accord avec le développement durable prôné par les altermondialistes. Par ailleurs, la militarisation de la société vénézuélienne et l'autoritarisme de ses dirigeants s'opposent à l'idéologie altermondialisme sur le thème des libertés individuelles et collectives.

Au point de vue régional, il souhaite une « *intégration économique non plus fondée sur le libre échange mais sur la solidarité, l'équité et la réciprocité.* »⁴³ Cette posture, qui a pour corollaire la lutte contre l'influence américaine dans le sous-continent, se traduit notamment par le retrait des accords d'inspiration libérale (FMI, Banque mondiale) et le développement d'accords régionaux alternatifs (adhésion au Mercosur et lancement de l'alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA)). Le président Chávez s'attache à tisser des liens à la fois idéologiques et économiques, notamment avec Cuba, les États latino-américains conquis par les partis altermondialistes (Bolivie, Équateur et Nicaragua) et de façon plus générale avec tous les pays de la région via la livraison de pétrole à bas prix⁴⁴ ou le rachat de dette Argentine. Il propose par ailleurs, la création de la banque du sud, par opposition au FMI et à la banque mondiale, afin de financer des grands projets d'infrastructures régionales et d'alimenter un fonds de stabilisation économique et monétaire.

Toutefois, la posture de Chávez ne fait pas l'unanimité en Amérique latine. Ses multiples accrochages médiatiques avec les pays voisins sont autant de freins à l'intégration régionale, tout comme son soutien aux FARC⁴⁵ à qui il reconnaît volontiers le statut d'insurgés politiques. Par ailleurs, en se présentant comme l'héritier de Simon Bolivar, il attise les craintes quant à d'éventuelles velléités expansionnistes visant à réunir la Grande Colombie voire l'Amérique latine.

43 Mazet, « La République bolivarienne du Venezuela et le droit ».

44 Au-delà du bas prix, le paiement peut s'effectuer dans les trois mois contre trente jours normalement et sous forme de biens ou de services.

45 Forces armées révolutionnaires de Colombie

Omniprésent, il plaide notamment pour la création de la chaîne TeleSUR⁴⁶ en 2004, afin de contrer l'hégémonie des chaînes d'information américaines. Cette chaîne sera rebaptisée « TeleChávez » par ses détracteurs au sein de la région.

In fine, malgré les ambitions panaméricaines de Chávez, faute d'idéologie partagée dans la région, « *les accords et ententes se font plutôt sur la base du pragmatisme, voire de l'opportunisme ou encore de la méfiance. De ce point de vue, Hugo Chávez n'est pas le leader de la gauche latino-américaine* »⁴⁷. Enfin, la création de l'UNASUR en 2008 sous l'impulsion du Brésil porte un coup d'arrêt à l'ALBA de Chávez et par là même à sa stratégie régionale.

A ce jour, le Venezuela reste présent dans une soixantaine d'organisations internationales majeures⁴⁸.

III. Militarisme et autoritarisme dans la société vénézuélienne

La présence de l'armée dans la société vénézuélienne trouve ses racines dans la lutte armée conduite par Simon Bolivar pour l'indépendance nationale. Le militaire est ainsi profondément associé au culte de la libération face à l'envahisseur et à l'opresseur. Dans la continuité de l'émancipation du colonisateur, les militaires vénézuéliens ont continué à s'impliquer dans les politiques publiques du pays. Au cours de l'histoire, cela s'est notamment traduit par des coups d'État et par la mise en place de régimes autoritaires. Les accords de Punto Fijo en 1958 ont permis à une stabilisation de la vie politique nationale avec pour corollaire la mise à l'écart des militaires des organes de pouvoirs.

L'arrivée à la tête du pays de Hugo Chávez, ancien officier supérieur de l'armée de terre, signe le retour en force des militaires dans les affaires politiques nationales.

Lors du coup d'État manqué de 1992, le futur président était déjà entouré de militaires. Malgré cet échec, le mouvement militaire continue sa structuration jusqu'à former le parti politique Movimiento Quinta República en 1997 qui portera Chávez au pouvoir en 1998. Entre ces deux échéances, la dialectique des militaires s'est affinée de façon à rassembler le plus grand nombre de Vénézuéliens en utilisant notamment les symboles nationaux. Élu par un peuple déçu par les élites civiles « *incompétentes et corrompues* », le leader vénézuélien n'a de cesse de mettre en avant la figure du chef militaire révolutionnaire et l'esprit sacrificiel des soldats. Il s'appuie sur la thématique guerrière de la lutte des classes, visant à prendre par la force aux privilégiés pour rendre aux plus

46 TeleSUR est créée par Chávez en 2004 lors du G15 réunissant les pays non alignés à Caracas pour diffuser les informations venant du sud. Cette chaîne devient vite une vitrine de la propagande chaviste.

47 Jean-Marc Fournier, *L'autre Venezuela de Hugo Chávez. Boom pétrolier et révolution bolivarienne à Maracaibo*, KARTHALA Éditions, 2010, 48.

48 AIEA, BIRD, CAN, Caricom (observateur), CCC, CDB, CEPALC, CIO, Confédération internationale des syndicats libres, CMT, CNUCED, Croix-Rouge, CPI, FAO, G3, G11, G15, G19, G24, G77, IADB, FIDA, FMI, FSM, HCR, IFC, IHO, Intelsat, Interpol, ISO, LAES, LAIA, MINURSO, Mouvement des non alignés, OACI, OEA, OIT, OMC, OMI, OMM, OMPI, OMS, OMT, ONU, OPANAL, OPCW, OPEP, PCA, RG, UIT, Unesco, UNIDO, UNIKOM, UNU, UPU.

démunis. « *Devenu président par la voie légale, Hugo Chávez organisa alors la militarisation progressive de la société, exaltant le « soldat bolivarien » prêt à se sacrifier pour la patrie. Dans un Venezuela où des années de crise avaient discrédité institutions et personnel politique, sa rhétorique vint combler un vide, au prix, certes, de l'immixtion croissante des militaires dans les affaires civiles* »⁴⁹.

L'action des armées dans la conduite des politiques publiques civiles s'accélère à partir de 1999 lors des gigantesques coulées de boues au nord de Caracas qui firent plus de 1 000 morts et 200 000 déplacés. Afin de faire face à cette catastrophe naturelle appelée la *Tragedia*, l'armée est envoyée pour secourir les victimes, héberger les sans abris et lutter contre les pillages. Initialement conçue pour répondre à l'urgence, cette intervention militaire va se prolonger dans le temps jusqu'à se substituer aux structures civiles dans de nombreux domaines. En effet, dépassant leur rôle de sauveurs, les militaires se transforment progressivement en véritables administrateurs du « *plan de dignificación de la familia vénézuélienne* ». Selon Paula Vazquez Lezama, cette *Tragedia* est une étape importante de la « *militarisation compassionnelle* »⁵⁰ de la société vénézuélienne. Ainsi, l'anthropologue estime que « *le rôle des militaires a sensiblement changé dans la société vénézuélienne depuis 1998. L'armée est un élément clé du système politique ; elle fait partie de l'arène politique et affiche ouvertement son soutien au parti au pouvoir. [...] Les cadres militaires ont largement investi l'appareil bureaucratique des institutions civiles. Entre 600 et 2 500 officiers actifs occupent ainsi des postes de cadres dans les institutions publiques depuis 2001* »⁵¹. Pour Dominique Vidal, professeur à l'université Paris 7, « *Le rôle des forces armées se trouve par ailleurs redéfini dans la Constitution : les officiers obtiennent le droit d'exercer des fonctions à responsabilités dans l'administration, les civils peuvent se voir mobilisés dans des actions de défense de la nation et il est fait obligation à l'armée de mettre en œuvre des projets de développement* »⁵². En affaiblissant le rôle des administrations civiles chargées de la sécurité publique, ces mesures n'ont fait qu'augmenter la criminalité et les exactions commises en toute impunité par les militaires⁵³.

Selon Dominique Vidal, « *le mode de gouvernement d'Hugo Chávez rencontre cependant vite des ratés qu'il ne peut pallier qu'en faisant preuve d'autoritarisme. Incapable de prendre en charge toutes les souffrances qui s'expriment, il en vient à conditionner l'assistance à un assujettissement*

49 Dominique Vidal, « Paula Vásquez Lezama, Le Chavisme : un militarisme compassionnel », Cahiers des Amériques latines, n° 79 (décembre 2015): 166–171.

50 Paula Vásquez Lezama, Le Chavisme: un militarisme compassionnel (Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2014).

51 Paula VASQUEZ LEZAMA, « L'action publique humanitaire: La militarisation de la prise en charge des sinistrés de La Tragedia (Venezuela) », Ethnologie française 41, n° 3 (2011): 473-82.

52 Vidal, « Paula Vásquez Lezama, Le Chavisme ».

53 Le président Chávez d'accéder aux demandes des organisations de défense des droits de l'homme pour que soit mis fin à l'impunité des militaires impliqués dans les exactions

absolu au régime et ne peuvent espérer bénéficier de l'aide que ceux qui livrent une présentation d'eux-mêmes ne laissant aucun doute sur leur adhésion à la mystique de la révolution bolivarienne. C'est du reste un des principaux problèmes posés à la démocratie par le style politique de Chávez que d'avoir vidé de légitimité les revendications exprimées par rapport au droit et à la justice institutionnelle »⁵⁴.

Au-delà de la militarisation du régime, la dérive autoritaire de Chávez se traduit par de nombreuses mesures visant à renforcer les pouvoirs de l'exécutif et à museler l'opposition. Le leader vénézuélien profite notamment de l'émotion suscitée par la *Tragedia* pour faciliter le recours aux états d'exception.



Figure 9 : répression des droits de l'homme au Venezuela

Cette dérive s'accélère après le renouvellement de son mandat en 2006. Ainsi, en 2007, il met fin à l'indépendance de la banque centrale et crée une milice populaire directement placée sous son autorité. En outre, une « loi d'habilitation révolutionnaire » lui permet de court-circuiter le parlement pendant 18 mois en lui octroyant des pouvoirs spéciaux dans les domaines sociaux et agraires ainsi qu'en matière de nationalisation des industries stratégiques. Ces pouvoirs conduisent à des décisions discrétionnaires de la part de Chávez qui décide lui-même, au gré de ses déplacements, d'exproprier des propriétaires.

En 2009, la limitation à deux mandats présidentiels consécutifs est supprimée afin de permettre à

⁵⁴ Dominique Vidal, « Paula Vásquez Lezama, Le Chavisme : un militarisme compassionnel », Cahiers des Amériques latines [En ligne], 79 | 2015, mis en ligne le 25 février 2016, consulté le 29 décembre 2016. URL : <http://cal.revues.org/3706>

Chávez de se représenter.

Dans un rapport publié après la mort de Chávez, Human Rights Watch déclare que la présidence de l'ancien militaire a été « *caractérisée par une extrême concentration du pouvoir et un mépris flagrant pour les garanties fondamentales en matière de droits humains* »⁵⁵. Le rapport précise que le gouvernement avait « *toute latitude pour intimider, censurer et poursuivre en justice les Vénézuéliens qui critiquaient le président ou s'opposaient à son programme politique. De nombreux Vénézuéliens ont continué de critiquer le gouvernement. Mais la perspective de représailles - sous la forme d'une action arbitraire ou abusive de l'État - a forcé les journalistes et les défenseurs des droits humains à mesurer l'impact de la divulgation d'informations ou d'opinions critiques à l'égard du gouvernement, tout en réduisant la capacité des juges à statuer sur les affaires sensibles sur le plan politique.* »

Alors que sa constitution de 2009 portait un plaidoyer en faveur de la protection des droits humains, Chávez restera comme le chef d'un gouvernement accusé d'atteintes à l'indépendance de la justice et à la liberté de la presse, de refus de la supervision internationale en matière de droits humains et de solidarité avec les gouvernements qui violent les droits humains.

D. La fin annoncée du chavisme

I. La crise vénézuélienne est avant tout une crise économique

Malgré la volonté affichée de la diversifier, l'économie vénézuélienne reste extrêmement dépendante de l'industrie pétrolière. En effet, le pétrole représentait « *76 % de l'export en 1997, il représente aujourd'hui 96,3 % des exportations vénézuéliennes* »⁵⁶ et la moitié de ses recettes budgétaires⁵⁷. Des données que confesse le chaviste Rodrigo Cabezas⁵⁸ : « *dans un premier temps, le social a été un thème dominant [N.D.R. : de la politique d'Hugo Chávez]. La rente pétrolière de 2004 à 2014, en dépit d'une chute du prix du baril à 100 dollars en raison de la crise financière en 2009 et 2010, nous a permis de maintenir cette politique sociale et des développements économiques endogènes. Mais nous n'avons pas eu une politique d'industrialisation exportatrice. Au contraire. Nous avons même reculé, accroissant notre extrême dépendance au pétrole.* »⁵⁹ Dans

55 Human Rights Watch | 350 Fifth Avenue, 34th Floor | New York, et NY 10118-3299 USA | t 1.212.290.4700, « Venezuela: La dérive autoritaire léguée par Hugo Chávez », Human Rights Watch, 5 mars 2013, <https://www.hrw.org/fr/news/2013/03/05/venezuela-la-derive-autoritaire-leguee-par-hugo-Chavez>.

56 « La crise économique au Venezuela est provoquée par la gabegie et la corruption du pouvoir », Le Monde.fr, consulté le 30 décembre 2016, http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/12/05/la-crise-economique-au-venezuela-est-provoquee-par-la-gabegie-et-la-corruption-du-pouvoir_3525712_3222.html.

57 Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, « Présentation du Venezuela », France Diplomatie : : Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, consulté le 30 décembre 2016, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/venezuela/presentation-du-venezuela/>.

58 Rodrigo Cabezas est économiste et professeur à l'université de l'État de Zulia, Ministre des Finances de 2007 à 2008 et Vice-président du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV). Il a été écarté par le gouvernement de Maduro suite à ses prises de paroles relativisant le bilan chaviste.

59 « Rodrigo Cabezas : « Notre crise conjugue dépendance pétrolière et insuffisance productive » », L'Humanité, 15 juillet 2016, <http://www.humanite.fr/rodrigo-cabezas-notre-crise-conjugue-dependance-petroliere-et-insuffisance-productive-611897>.

ces conditions, lorsque le cours du pétrole évolue, c'est toute l'économie vénézuélienne qui est directement impactée. Selon Rodrigo Cabezas, « pour que le PIB vénézuélien augmente de 2 % en 2016, il faudrait que le prix du baril du pétrole remonte à 132 dollars ». ⁶⁰ Hors, entre 2013 et début 2016, le prix du baril de brut est passé de 112 à 29 dollars (-74%) avant de s'établir au-dessus de 50 dollars fin 2016 ⁶¹. Avec un coût de production du brut vénézuélien estimé à 30 dollars par baril contre 10 pour le pétrole saoudien ⁶², la chute des cours limite fortement la rentabilité de son exploitation. Les coûts de production du pétrole lourd vénézuélien deviendront abordables et donc plus rentables lorsque l'offre de pétrole conventionnel se raréfiera, mais pour l'heure ils restent exorbitants.

En complément de la baisse du cours du baril, le volume des exportations pétrolières a également diminué depuis une dizaine d'années. Ainsi, selon la revue statistique annuelle de BP publiée en 2016 ⁶³, le Venezuela produisait 3,3 millions de barils par jour en 2004 contre seulement 2,7 millions en 2014. De l'ordre de -20 %, cette diminution de la production vénézuélienne est à mettre en perspective avec les réserves exceptionnelles du pays et la l'augmentation de 10 % environ de la consommation de pétrole sur la planète dans le même temps. Cette situation ne résulte pas d'une démarche volontaire de la part des autorités vénézuéliennes mais bien d'une dégradation de l'appareil productif national dû à la faiblesse des investissements et à la perte de connaissances techniques lors du limogeage des 19 000 cadres et employés de la PDVSA en 2002 ⁶⁴. En 2012, une raffinerie produisant 0,6 millions de barils par jour et couvrant 60 % de la demande intérieure explose à Amuay dans le nord-est du pays ⁶⁵. Résultat, le Venezuela est contraint d'importer de l'essence raffinée des États-Unis selon le New-York Times ⁶⁶. En outre, selon l'US Energy Information Administration, la grande majorité des réserves vénézuéliennes « est constituée de sables bitumineux à forte viscosité et de pétrole extra lourd qui doit être mélangé à des huiles plus légères avant d'être commercialisé. Leur exploitation et les nouvelles campagnes d'exploration nécessitent de lourds investissements qui sont actuellement grevés selon l'EIA par les programmes sociaux du pays. » ⁶⁷

60 Ibid.

61 « Prix du baril - Le cours officiel du baril de pétrole », consulté le 30 décembre 2016, <http://prixdubaril.com/#prix-du-p%C3%A9trole-brut-wti>.

62 Philippe Sébille-Lopez, Géopolitique du pétrole, A. Colin, s. d.

63 « BP Statistical Review of World Energy 2016 - bp-statistical-review-of-world-energy-2016-full-report.pdf », consulté le 30 décembre 2016, <http://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/energy-economics/statistical-review-2016/bp-statistical-review-of-world-energy-2016-full-report.pdf>.

64 « venezuela.pdf », consulté le 30 décembre 2016, <http://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-pt-vue/venezuela.pdf>.

65 « L'incendie de la raffinerie vénézuélienne d'Amuay est presque éteint », Le Monde.fr, consulté le 31 décembre 2016, http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2012/08/25/une-explosion-dans-une-raffinerie-de-petrole-fait-19-morts-au-venezuela_1751393_3222.html.

66 « How Bad Off Is Oil-Rich Venezuela? It's Buying U.S. Oil - The New York Times », consulté le 31 décembre 2016, http://www.nytimes.com/2016/09/21/world/americas/venezuela-oil-economy.html?smid=fb-nytimes&smtyp=cur&_r=2.

67 « Situation énergétique du Venezuela ».

In fine, le Venezuela produit moins de pétrole que ce que lui permettent les accords conclus dans le cadre de l'OPEP.

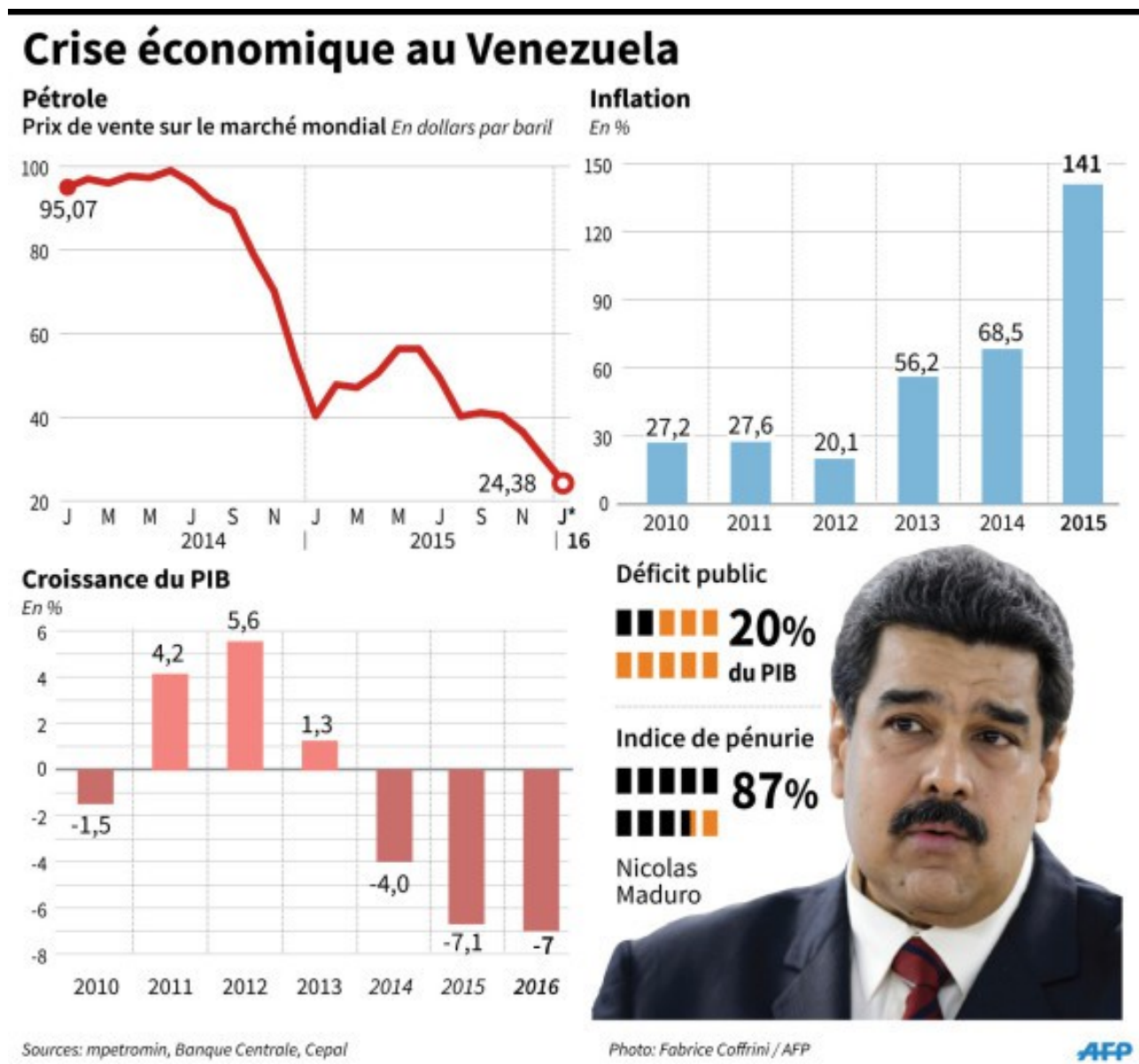


Figure 10 : Crise économique au Venezuela (source AFP)

Enfin, les exportations pétrolières vénézuéliennes sont très largement amputées par la consommation nationale et dans une moindre mesure par les ventes à bas prix aux pays amis et les accords conclus avec la Chine⁶⁸. Malgré sa forte revalorisation au cours de l'année 2016, le litre d'essence se vend seulement 0,01 dollars au Venezuela⁶⁹. C'est l'essence la moins chère du monde, loin devant l'Algérie (0,2 dollars par litre) et le prix moyens mondial (0,98 dollars par litre). Ainsi, selon Rodrigo Cabezas « *la compagnie nationale pétrolière, PDVSA, doit payer nos*

68 « La crise économique au Venezuela est provoquée par la gabegie et la corruption du pouvoir ».

69 « Venezuela prix de l'essence, 26-déc-2016 | GlobalPetrolPrices.com », consulté le 30 décembre 2016, http://fr.globalpetrolprices.com/Venezuela/gasoline_prices/.

cessionnaires afin qu'ils puissent le vendre [...]. Cela a conduit à une distorsion du marché interne. Notre consommation quotidienne devrait être de 420 000 barils par jour, mais elle est de plus de 600 000 parce que personne n'économise le gas-oil ». Le Venezuela paye donc pour dilapider près de 25% de sa production pétrolière.

Dans ces conditions, le FMI estime que les revenus nets pétroliers du Venezuela sont passés de 80 milliards de dollars en 2013 à moins de 25 milliards en 2016.⁷⁰



Figure 11 : Sous l'effet combiné de la destruction du tissu économique, de l'attrition de la rente pétrolière et de l'augmentation de la population, le PIB par habitant de 2015 est au même niveau que celui de 1960.

La raréfaction des devises liées aux exportations va de paire avec la dépréciation de la monnaie nationale dans un pays largement dépendant des importations pour la fourniture de ses produits de première nécessité. Afin de juguler la dépréciation du Bolivar et par là même tenter de préserver le pouvoir d'achat des Vénézuéliens, le gouvernement contrôle les taux de change « protégés » et « complémentaires » du Bolivar^{71,72}. Cette politique monétaire s'est manifestement montrée contre-productive. En effet, comme toujours lorsque les prix ne sont pas conformes à la réalité, le marché

70 « Western Hemisphere Regional Economic Outlook: Managing Transitions and Risks; April 2016 - chap2.pdf », consulté le 14 janvier 2017, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2016/whd/eng/pdf/0416/chap2.pdf>.

71 Le contrôle des changes a été mis en place par Chávez en 2003 pour endiguer la fuite des capitaux. Il est maintenu depuis pour faire face à la pénurie croissante de devises exacerbée par la chute des cours du pétrole. Depuis 2016, il existe 2 taux de change officiels : un taux de change protégé réservé aux importations stratégiques et un taux de change complémentaire pour les autres.

72 « L'accès au marché vénézuélien en 2016 », consulté le 30 décembre 2016, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/File/423018>.

noir se développe. Ainsi, alors que le taux de change officiel est de 10 bolivars pour 1 dollar pour les produits protégés, le billet de 100 bolivars ne vaut plus que 4 centimes de dollar sur le marché noir en décembre 2016⁷³, soit 250 fois moins. La surévaluation du bolivar freine les exportations, limite les entrées de devises et détruit la production locale. En effet, pour une entreprise, il est beaucoup plus rentable d'acheter des dollars vendus par l'État à faible coût pour importer et revendre au prix fort au Venezuela, plutôt que de développer des structures de productions localement.

En outre, ce décalage important entre économie régulée et économie réelle a généré des biais propices au développement d'une mafia, d'une corruption et d'une inflation toutes aussi importantes. Le monde diplomatique détaille le phénomène⁷⁴, « *imaginons un importateur qui dispose d'un réseau lui permettant d'acheter des bouteilles d'eau à 10 centimes de dollar pièce. Il obtient de l'État des dollars pour en acheter un million qu'il déclare payer 20 centimes pièce par le biais d'une entreprise qu'il aura préalablement créée en dehors du pays. Résultat : l'entrepreneur dispose de 100 000 dollars, qu'il peut écouler sur le marché noir local ou faire sortir du pays.* » Particulièrement lucrative, cette manœuvre est à l'origine de la multiplication par cinq de la valeur des importations entre 2002 et 2012, « *un bond bien plus rapide que celui de leur volume* » toujours selon le monde diplomatique. Selon Marea Socialista, une organisation politique vénézuélienne, l'évasion de la rente pétrolière atteint les 259 milliards de dollars entre 1998 et 2013⁷⁵ alors que pour l'ancienne présidente de la Banque centrale du Venezuela, 20 milliards de dollars ont été attribués en 2012 sur la base de « *demande artificielles* ». ⁷⁶

Selon l'économiste Orlando Ochoa, « *le Venezuela ne souffre pas d'une simple crise de désapprovisionnement, mais d'une crise des changes* ». ⁷⁷

La chute des cours et de la production de pétrole ainsi que la destruction du tissu industriel national et la fuite des capitaux par l'application d'un taux de change hors sol ont très largement amputé le PIB vénézuélien. Selon le FMI, le recul de cet indicateur atteint près de 4 % en 2014 et 6 % en 2015 et une prévision de récession 10% en 2016 et près de 5 % en 2017. ⁷⁸

Le Venezuela creuse donc son déficit budgétaire déjà estimé à 20 % en 2015⁷⁹. Selon Graciela

73 « Le Venezuela sombre, emporté par la corruption et la fuite des capitaux », Mediapart, consulté le 30 décembre 2016, <https://www.mediapart.fr/journal/international/241216/le-venezuela-sombre-emporte-par-la-corruption-et-la-fuite-des-capitaux>.

74 « Venezuela, les raisons du chaos », Le Monde diplomatique, 1 décembre 2016, <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/12/LAMBERT/56923>

75 Equipo de Investigación de Marea Socialista, « Sinfonía de un Desfalco a la Nación: Tocata y fuga... de Capitales », Aporrea, consulté le 31 décembre 2016, <http://www.aporrea.org/actualidad/n257348.html>

76 « Le Venezuela sombre, emporté par la corruption et la fuite des capitaux »

77 « La crise économique au Venezuela est provoquée par la gabegie et la corruption du pouvoir.

78 « IMF DataMapper », consulté le 30 décembre 2016, <http://www.imf.org/external/datamapper/index.php>

79 « Le Venezuela s'endette encore un peu plus auprès de la Chine », Le Monde.fr, consulté le 31 décembre 2016, http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/04/21/le-venezuela-s-endette-encore-un-peu-plus-aupres-de-la-chine_4619874_3222.html

Ducatenzeiler, professeure de sciences politiques à l'Université de Montréal, « *il faut dire que toutes les prévisions économiques du Venezuela ont été faites avec un baril de pétrole à 130 \$ ou même plus. Le prix du baril est actuellement à moins de 50 \$* ». ⁸⁰

L'accroissement du déficit budgétaire, est financé par une création monétaire massive estimée à 600% de la liquidité monétaire entre 2012 et 2015⁸¹, ce qui a généré une hyperinflation dans un pays déjà structurellement touché par ce phénomène. Au-delà de la création monétaire, l'inflation a également été accentuée par la régulation des pouvoirs publics sur les prix des produits de base, obligeant dans certains cas les entreprises à vendre à perte ce qui a entraîné des faillites et donc créé une situation de pénurie sur ces mêmes produits. La pénurie accentue le cercle vicieux de l'inflation. Cette situation est amplifiée par l'appropriation, par des organisations mafieuses, des produits de base vendus à bas prix par l'État dans les comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP) contrôlés par l'armée ou dans les bicentenarios, les supermarchés d'État. Au final, selon le FMI les prix se sont envolés de 181 % en 2015 et la hausse pourrait atteindre 500 % en 2016 et plus de 1500 % en 2017.

II. Forte dégradation des conditions de vie des Vénézuéliens

Hyperinflation, pénurie des produits de base, explosion du chômage, pauvreté, corruption généralisée, criminalité record et dérive autoritaire, les maux du Venezuela sont nombreux et intimement liés les uns aux autres.

Inflation, pénuries, chômage et pauvreté

L'inflation et la pénurie se nourrissent l'une de l'autre. Selon une étude récente de la société générale, « *du fait du marasme économique, les pénuries d'aliments et de médicaments ont augmenté en 2016. Le Vénézuélien moyen passe dorénavant 35 heures par mois à faire la queue pour obtenir de la nourriture* ». ⁸²

Pour faire face à l'inflation et aux pénuries, le gouvernement se montre incapable de mettre en place de vraies réformes structurelles et se contente de mesures palliatives. Pour la seule année 2016, il a ainsi revalorisé le salaire minimum de 30% en mai⁸³, 50% en septembre⁸⁴ et 40% fin octobre⁸⁵.

80 Zone International- ICI.Radio-Canada.ca, « Cinq questions pour comprendre la crise au Venezuela », Radio-Canada.ca, consulté le 30 décembre 2016, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/788913/venezuela-crise-politique-economique-analyse>

81 Ibid.

82 « Risque pays du Venezuela : Economie », consulté le 1 janvier 2017, <https://import-export.societegenerale.fr/fr/trouvez-votre-marche/fiche-pays/venezuela/risque-pays-economie>

83 « Le salaire minimum augmenté de 30 % au Venezuela », Le Monde.fr, consulté le 8 janvier 2017, http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/04/30/le-salaire-minimum-augmente-de-30-au-venezuela_4409401_3222.html

84 lefigaro.fr, « Venezuela: +50% pour le salaire minimum », Le Figaro, 13 août 2016, <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2016/08/13/97002-20160813FILWWW00073-venezuelale-salaire-minimum-augmente-de-50.php>

85 lefigaro.fr, « Venezuela: salaire minimum augmenté de 40% », Le Figaro, 27 octobre 2016,

Témoignant de la panique et de l'absence de visibilité de l'équipe du président Maduro en matière de politique économique, cette augmentation cumulée du salaire minimum de 173% sur l'année reste bien loin des 500% d'inflation prévus par le FMI. En outre, la course poursuite entre l'augmentation des prix et l'augmentation du salaire minimum paraît difficilement soutenable en 2017 au regard de l'hyperinflation attendue en 2017 (+1500%) et des conséquences matérielles qu'elle entraîne en matière fiduciaire. En effet, fin 2016, le gouvernement a déjà été contraint de retirer dans l'urgence les billets de 100 bolivars et de mettre en service des billets de 500 bolivars. D'à peine un mois, le très faible préavis laissé aux Vénézuéliens pour échanger leurs billets a entraîné d'importants troubles à l'ordre public.⁸⁶

Même l'effet des politiques sociales et des « missions » semble s'essouffler. En effet, sous leur impulsion, le ratio des Vénézuéliens vivant en dessous du seuil national de pauvreté a diminué entre 2003 et 2009, passant de 54 % à 26,4%. Suite à l'érosion des recettes pétrolières et à la dégradation de l'environnement économique, ce ratio repart à la hausse avec 33,1% des Vénézuéliens vivant en dessous du seuil national de pauvreté à fin 2015. S'il n'a pas encore le ratio le plus élevé d'Amérique latine, le Venezuela reste le seul pays de la région à voir son indice se dégrader depuis 2009.⁸⁷ L'évolution de la pauvreté au Venezuela est à corrélérer avec l'évolution du « *taux de chômage qui passe de 7,5 % en 2013 [...] à 14 % en 2015, avec une perspective de plus de 20 % en 2017* ». ⁸⁸

La pauvreté et la pénurie ont des conséquences très concrètes sur la population vénézuélienne. Pour Bloomberg, groupe américain spécialisé dans l'information financière, le Venezuela affiche l'indice de misère le plus élevé du monde, très loin devant ses poursuivants.⁸⁹ Ainsi, selon une étude de la commission inter-américaine des droits de l'homme réalisée en 2016, la mortalité infantile a été multipliée par 100 en trois ans et s'établit aujourd'hui au-dessous des taux constatés en Syrie.⁹⁰ La malnutrition et la dégradation des conditions sanitaires expliquent cette situation désastreuse, dans un pays où 80 % des aliments de base et 85 % des médicaments restent introuvables.⁹¹ Près de 50 000 Vénézuéliens passent la frontière colombienne chaque jour à la recherche des produits de première nécessité.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/10/27/97001-20161027FILWWW00371-venezuela-salaire-minimum-augmente-de-40.php>

86 « Venezuela : les nouveaux billets de 500 bolivars enfin livrés », Le Monde.fr, consulté le 8 janvier 2017, http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/12/19/venezuela-les-nouveaux-billets-de-500-bolivars-enfin-livres_5051175_3222.html

87 « Venezuela | Data », consulté le 30 décembre 2016, <http://donnees.banquemondiale.org/pays/venezuela>

88 « Le Venezuela au bord du précipice », Club de Mediapart, consulté le 30 décembre 2016, <https://blogs.mediapart.fr/yves-besancon/blog/021016/le-venezuela-au-bord-du-precipice>

89 « These Are the World's Most Miserable Economies », Bloomberg.com, consulté le 1 janvier 2017, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-02-04/these-are-the-world-s-most-miserable-economies>

90 « Venezuela : la mortalité infantile dépasse celle de la Syrie », La Tribune, consulté le 5 novembre 2016, <http://www.latribune.fr/economie/international/venezuela-la-mortalite-infantile-depasse-celle-de-la-syrie-608801.html>

91 El País S.A, « Escasez de medicinas en Venezuela llega a 85 % », consulté le 8 janvier 2017, <http://www.elpais.com.co/elpais/internacional/noticias/escasez-medicinas-venezuela-llega-85>

Entretien du phénomène de rente, corruption endémique et mafias

L'hyperinflation et les pénuries sont un terreau favorable au développement des rentes de situation et des phénomènes crapuleux.

Détruit par l'argent facile du pétrole, les nationalisations arbitraires, l'interventionnisme économique et la manipulation des taux de change, le tissu industriel vénézuélien n'est pas en mesure de produire les biens de première nécessité dont manque le pays. Depuis plusieurs décennies, ces produits doivent être importés. « *Lucratif, le secteur de l'importation attire du monde : ceux qu'on dénommera bientôt les « bolibourgeois » et que le pouvoir présente comme des « patrons socialistes », mais également des militaires, des hauts fonctionnaires et des malfrats.* »⁹²



Figure 11 : Industrie pétrolière et corruption au Venezuela (Source The Economist)

Organisme incontournable dans l'attribution des devises destinées aux importations, la CADIVI⁹³ est considérée comme « *l'un des principaux foyers de corruption et d'enrichissement rapide des proches du pouvoir [...]. On obtient des licences d'importation, on rapporte une quantité moindre de produits et on vend le restant des dollars obtenus pour la transaction sur le marché noir : la surfacturation est une affaire juteuse.* »⁹⁴ Les fonctionnaires en charge de la délivrance des licences d'importation sont grassement soudoyés par des importateurs pratiquant la surfacturation.

Présentant des taux de rentabilité pouvant atteindre 18000%, « *la culbute (de la surfacturation) est parfois réalisée avant même la distribution du produit. De sorte que certains importateurs*

⁹² « *Venezuela, les raisons du chaos* ».

⁹³ Comisión de Administración de Divisas, aujourd'hui Centro Nacional de Comercio Exterior o CENCOEX

⁹⁴ « *La crise économique au Venezuela est provoquée par la gabegie et la corruption du pouvoir* ».

abandonnent les produits dans les hangars, ne vendant que de quoi acheter de nouveaux dollars»⁹⁵.

Cette situation, qui enrichit quelques intermédiaires peu scrupuleux, entretient la pénurie et continuera de se nourrir d'elle-même aussi longtemps que le gouvernement manipulera les taux de change. Rendue pregnant par l'érosion des recettes pétrolières, l'escroquerie aux importations a débuté dès le changement de politique monétaire de Hugo Chávez. Pour la seule année 2009, *« l'auditeur général, Jesus Villanueva relevait que plus d'un million de tonnes d'aliments avaient été commandées et que seulement 14 % étaient parvenues à destination. Les pertes dans l'opération ont été estimées à près de 2 milliards de dollars »*.⁹⁶

Selon le criminologue Wilmer Téllez⁹⁷, « avant Chávez, la corruption concernait les onze ministères du gouvernement. Aujourd'hui, nous avons un système conçu pour être corrompu : pour obtenir un document, pour acheter des aliments, pour acheter des dollars, pour les vendre ». En effet, par son interventionnisme, l'État a introduit de nombreux biais dans la vie économique et sociale. Les produits de première nécessité destinés aux magasins contrôlés par l'armée sont détournés et vendus au prix fort au marché noir, l'essence gratuite est exfiltrée et vendue dans les pays voisins, l'argent liquide des « missions » s'évapore entre les mains des multiples intermédiaires. Selon Colette Capriles, de l'université Simon Bolivar, « la mauvaise administration, la corruption, la pénurie, maintenant, c'est un peu comme une espèce de grosse contamination. C'est quelque chose qui était plutôt localisé à l'époque de Chávez. Maintenant c'est généralisé. »

Selon une enquête réalisée par le parlement vénézuélien en 2016, les proches du pouvoir seraient impliqués dans des affaires de corruption à hauteur de près de 70 milliards de dollars⁹⁸. Pour l'ancien leader de l'opposition Jesus M. Torrealba, *« mille milliards de la rente pétrolière se sont volatilisés au fil des ans. Cet argent, il n'est pas dans les écoles, dans les hôpitaux, les aliments, la médecine. Il est dans les paradis fiscaux, entre les mains de corrompus. »*

Publié en janvier 2016, le rapport annuel de l'ONG *Transparency International* sur la « perception de la corruption », classe le Venezuela à la 158^e position sur 168 pays⁹⁹. Selon Mercedes de Freitas, la dirigeante de *Transparencia Venezuela*, l'opacité des comptes nationaux est à l'origine de ces agissements frauduleux. La multiplication des fonds parallèles et des rallonges budgétaires décidées hors du budget, l'adoption du budget 2017 en court-circuitant le Parlement et l'absence de compte-

95 « Venezuela, les raisons du chaos ».

96 « Le Venezuela sombre, emporté par la corruption et la fuite des capitaux ».

97 Ibid.

98 Le Point magazine, « Venezuela : la corruption aurait coûté 70 milliards de dollars », Le Point, 27 mai 2016, http://www.lepoint.fr/monde/venezuela-enquete-sur-des-cas-de-corruption-27-05-2016-2042408_24.php.

99 « Transparency International - The Global Anti-Corruption Coalition », consulté le 8 janvier 2017, <http://www.transparency.org/cpi2015>.

rendu dans l'exécution des missions sont autant d'obstacles à la transparence. Par ailleurs, toujours selon Mercedes de Freitas, il n'y a pas de séparation des pouvoirs au Venezuela. En effet, l'organisation de défense des droits de l'homme PROVEA¹⁰⁰ affirme au terme d'un diagnostic de la corruption au Venezuela que « 66 % des juges du pays exercent temporairement leurs fonctions, sans avoir accompli un processus formel de sélection et de désignation. Les juges prévisionnels peuvent être démis de leurs fonctions par la Commission judiciaire à tout moment, sans procédure au préalable. Pour cette raison leurs décisions ne sont pas attachées à une procédure régulière mais à d'autres considérations »¹⁰¹

Explosion de la criminalité

Au-delà des domaines économique et social, la faillite des institutions se ressent également dans la montée de l'insécurité au sein de la société vénézuélienne. Cette tendance lourde se traduit dans l'explosion du taux d'homicide. Estimés à 13,5 homicides pour 100 000 habitants en 1989, ce taux atteignait 62 homicides pour 100 000 en 2014, et près de 120 pour Caracas, selon les données de la Banque mondiale¹⁰². A titre de comparaison, ce taux est inférieur à 1 en France et affiche une valeur moyenne à 5 à l'échelle mondiale. Ce niveau d'insécurité est à première vue paradoxal dans un pays où les forces de sécurité et armées sont omniprésentes. En réalité, ces forces se sont écartées de leur vocation première et chaque agent cherche, à son niveau et dans un contexte de totale impunité, à tirer profit des situations de rente créées par l'État : vente au marché noir des produits censés bénéficier aux plus démunis, corruption passive ou active des plus hauts gradés¹⁰³, exaction voire nettoyage ethnique¹⁰⁴. Pour la professeure de sciences politiques à l'Université de Montréal Graciela Ducatenzeiler, « on peut dire qu'il y a un État parallèle. Des milices sont censées distribuer des denrées alimentaires ou de première nécessité. Elles sont formées par des militants du parti au pouvoir. Ce que les gens disent, c'est que les denrées n'arrivent pas, mais que cette nourriture est partagée et répartie parmi les membres des milices », explique l'experte. Elle ajoute que les milices chavistes s'attaquent impunément à la population et contribuent à la grande violence qui règne notamment à Caracas, la capitale.»¹⁰⁵

Selon l'enquête sur la violence interpersonnelle et la perception de la sécurité au Venezuela menée en 2008 par l'Observatoire vénézuélien de la violence, 49 % des Vénézuéliens interrogés jugent

100 « Publicaciones | PROVEA », consulté le 8 janvier 2017, <https://www.derechos.org/v/publicaciones>

101 « Le Venezuela sombre, emporté par la corruption et la fuite des capitaux »

102 « Homicides intentionnels (pour 100 000 personnes) | Data », consulté le 8 janvier 2017, http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/VC.IHR.PSRC.P5?view=chart&year_high_desc=true

103 « La crise économique au Venezuela est provoquée par la gabegie et la corruption du pouvoir »

104 VASQUEZ LEZAMA, « L'action publique humanitaire: La militarisation de la prise en charge des sinistrés de La Tragedia (Venezuela) »

105 ICI.Radio-Canada.ca, « Cinq questions pour comprendre la crise au Venezuela »

« mauvais » le travail de la police et 36% de « passable ». « *Les forces de l'ordre, les tribunaux pénaux, les prisons et le Ministère public présentent des faiblesses qui favorisent l'impunité et les pouvoirs publics sont perçus par la population comme lents, inefficaces et injustes* ». ¹⁰⁶

Autoritarisme et isolationisme

Face à cette situation économique, sociale et sécuritaire explosive, le gouvernement vénézuélien crie au complot et renforce son emprise sur tous les pans de la société.

Ainsi, les autorités vénézuéliennes se posent en victimes d'un processus spéculatif de puissances extérieures avec la complicité des forces occultes du secteur privé national. Les États-Unis et la Colombie sont notamment montrés du doigt comme voulant « *s'approprier les richesses nationales et en finir avec le modèle social bolivarien.* » ¹⁰⁷

Cette ligne de défense du gouvernement lui évite de réaliser les réformes structurelles qui seraient susceptibles de le couper définitivement de sa base électorale et d'amputer les nombreuses rentes des proches du pouvoir qui sont autant de soutiens.

Attentisme donc, dans l'espoir d'un retour à un baril à plus 100 dollars, et autoritarisme d'ici là. Certes, la fondation Carter, du nom de l'ex-président américain, et le président de la commission de surveillance électorale de l'UNASUR, ont souligné la qualité du système électoral vénézuélien, garantissant transparence et contrôle. Pour autant, force est de constater que la démocratie ne s'exerce pas pleinement dans la mesure où sa volonté se est constamment contournée voire foulée par l'exécutif.

En effet, au-delà de la centralisation opérée sous Chávez, de la main mise sur l'économie et la justice, de la gouvernance par décret pour contourner le parlement, de la déclaration de l'État d'urgence en dehors de la procédure constitutionnelle, de la censure médiatique ¹⁰⁸ et de l'intrusion des forces armées dans les affaires civiles, l'autoritarisme actuel se manifeste par une lutte féroce contre toute forme de contestation et l'enfermement des principaux opposants. Selon l'opposition, 76 prisonniers politiques seraient détenus par le régime du président Maduro, dont Leopoldo Lopez condamné à 14 ans de prison en 2014. Favorable au gouvernement de Maduro, la Cour supérieure de justice a invalidé la proposition de loi d'amnistie présentée par l'opposition. ¹⁰⁹ Tout écart au sein de l'appareil d'État est également sanctionné. Nicolás Maduro aurait ainsi ordonné l'arrestation du

¹⁰⁶Vasquez Lezama, « Hugo Chávez »

¹⁰⁷« La descente aux enfers du Venezuela | ICI.Radio-Canada.ca », consulté le 19 octobre 2016, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/international/2016/10/11/004-venezuela-hugo-Chavez-nicolas-maduro-economie-petrole-fmi-hyperinflation-penuries.shtml>

¹⁰⁸« Le Venezuela au bord du précipice »

¹⁰⁹« Au Venezuela, la Cour suprême invalide la loi d'amnistie pour les prisonniers politiques », consulté le 8 janvier 2017, http://www.lemonde.fr/international/article/2016/04/12/au-venezuela-la-cour-supreme-invalide-la-loi-d-amnistie-pour-les-prisonniers-politiques_4900521_3210.html

général Cliver Alcalá et de l'ancien gouverneur de l'Etat de Mérida et militaire à la retraite Florencio Porras, pour avoir accusé publiquement le régime d'abandonner l'héritage du défunt président Hugo Chávez.¹¹⁰ Dès les élections de 2013, la garde rapprochée de Maduro affiche la couleur. *« En effet, les porte-parole du gouvernement ont fait savoir aux fonctionnaires que le secret du vote ne serait pas garanti et les menaces de représailles contre ceux qui voteraient contre le candidat officiel ont été largement diffusées par des courriers et courriels dans les ministères. Le président Maduro et son gouvernement ont durci leur politique à l'égard de l'opposition. Des épisodes de violence physique contre les députés d'opposition ont secoué l'Assemblée nationale. »*¹¹¹

Ainsi, malgré quelques victoires¹¹² à mettre sur le compte de la diplomatie pétrolière, des non alignés et de la crainte du pire, la politique autoritaire du gouvernement Maduro isole un peu plus le Venezuela sur la scène internationale après 15 années de cristallisation autour de la personnalité de Chávez. Le pays est ainsi au centre des tensions entre gouvernements de gauche et de droite dans la région. Pour Christophe Ventura, chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques, les gouvernements de droite et de centre droit de la région *« tentent de marginaliser la position du Venezuela sur la scène régionale. Le Marché commun du Sud (MERCOSUR) est le théâtre de ces affrontements où l'Argentine, le Brésil et le Paraguay (avec l'accord rétif de l'Uruguay) sont parvenus à retirer au Venezuela sa présidence semestrielle du bloc qui devait lui revenir entre juillet et décembre 2016. Les trois détracteurs de Nicolas Maduro tentent également de suspendre le Venezuela de l'Organisation des Etats américains (OEA) arguant que l'autoritarisme et l'incarcération de « prisonniers politiques » enfreignent la charte démocratique de l'organisation. L'objectif est de marginaliser le Venezuela sur la scène internationale, espérant l'exposer ainsi à un rejet et à des sanctions de la « communauté internationale » pour, in fine, porter un coup fatal au mouvement chaviste. »*¹¹³

III. Aucune amélioration en vue avant les élections présidentielles de 2019 en raison des clivages politiques et blocages institutionnels

La dégradation des conditions de vie suscite un profond mécontentement dans une société vénézuélienne bercée par les promesses chavistes et droguée à la redistribution de la rente pétrolière. Ce mécontentement qui ne cesse de se renforcer depuis 2013, s'exprime physiquement

110 « Venezuela. Signes d'autoritarisme en pays chaviste | Courrier international », consulté le 8 janvier 2017, <http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/venezuela-signes-dautoritarisme-en-pays-chaviste>

111 Vasquez Lezama, « Hugo Chávez »

112 « Caraïb Creole News / L'actualité de Guadeloupe, de Martinique et des Caraïbes - Venezuela. L'Onu confirme que le venezuela respecte les droits de l'homme », consulté le 19 octobre 2016, <http://www.caraibcreolenews.com/index.php/caraibes/venezuela/item/6756-venezuela-l-onu-confirme-que-le-venezuela-respecte-les-droits-de-l-homme>

113 Iris Marjolet, « Pétrole et gaz au Venezuela », Outre-Terre, n° 2 (2015): 177-82

par la multiplication et la radicalisation des manifestations attisées par les tensions entre pro et anti-chavistes. Selon Paula Vazquez Lezama, « *la société vénézuélienne est extrêmement conflictuelle et la vie quotidienne est marquée par des protestations de rue qui finissent souvent en affrontements violents avec la police* »¹¹⁴. Au-delà des manifestations de rue, qui peuvent dégénérer à chaque instant en un nouveau « *Caracazo* », ce mécontentement se traduit par une très forte impopularité de Nicolas Maduro, qui n'a ni le charisme ni la fraîcheur de son prédécesseur. Depuis la disparition de Chávez, des incertitudes pèsent autour de la pérennité de la révolution bolivarienne. Alors que le militaire a été élu en 1998 avec seize points d'avance sur son concurrent et a gouverné dans un contexte économique et politique favorable, Nicolas Maduro a été élu en 2013 avec à peine plus d'un point d'avance et doit composer avec la charge financière et les échecs du chavisme dans un contexte économique dégradé et avec une opposition revigorée. Rassemblée sous la bannière de la Mesa de la Unidad Democrática (MUD), l'opposition remporte les élections législatives et prend le contrôle de l'assemblée nationale¹¹⁵ en 2015.

Figure 12 : Le président Maduro subira-t-il le même sort que Dilma Rousseff ?

Disposant de la majorité des deux tiers, la coalition enclenche immédiatement le mécanisme du référendum révocatoire prévu dans la constitution après avoir récolté plus d'un million de



signatures. Pour contrer cette initiative en retardant l'organisation du référendum, Nicolas Maduro, qui ne conçoit pas d'être révoqué comme ses homologues hondurien en 2009, paraguayen en 2012 et brésilien en 2016, a mis en place une série d'obstacles en liaison avec le conseil national électoral

¹¹⁴Vasquez Lezama, « Hugo Chávez ».

¹¹⁵ Seule chambre du parlement, l'assemblée nationale compte 167 membres élus pour cinq ans au suffrage universel, qui peuvent se présenter à trois mandats consécutifs. Les parlementaires sont élus selon une combinaison de listes présentées par les partis et de circonscriptions à siège unique. Trois sièges sont réservés aux représentants des peuples indigènes. Le MUD obtient 109 sièges en 2015.

acquis à sa cause. Cette stratégie d'inertie est un succès pour le camp chaviste qui est désormais assuré de rester au pouvoir jusqu'aux élections présidentielles de 2019. En effet, étant entré dans la seconde moitié de son mandat depuis le 10 janvier 2016, Nicolas Maduro serait remplacé par son vice-président en cas d'organisation d'un référendum et d'un vote en faveur de sa révocation.

Au final, l'opposition détient l'assemblée nationale et dispose du soutien du secteur économique, de la presse indépendante, des États-Unis et des nouvelles droites au pouvoir dans la région. Le camp chaviste détient quant à lui le pouvoir exécutif et bénéficie du soutien du conseil national électoral, du tribunal suprême et des nombreux pays non alignés. De façon plus générale, il peut compter sur l'appui de tous ceux qui profitent du délabrement de la société vénézuélienne pour s'enrichir et renforcer leur pouvoir, au premier rang desquels les « *bolibourgeois* » et l'armée.

Les tentatives de médiation du Vatican et de l'union des nations sud-américaines se sont toutes soldées par des échecs. La situation politique est donc bloquée jusqu'aux élections présidentielles de 2019. D'ici là, les réformes structurelles dont le pays a tant besoin attendront et les clivages se renforceront.

En outre, décrédibilisée par ses échecs politiques des années 1990, affaiblie par ses revers électoraux depuis le début des années 2000 et marginalisée suite à son coup d'état manqué de 2002 et à son absence aux législatives de 2005, l'opposition vénézuélienne peine encore à se structurer. Aujourd'hui rassemblée sous la bannière de la Mesa de la Unidad democrática, cette opposition est en réalité une coalition regroupant une trentaine de courants très variés allant des socio-démocrates aux libéraux. Unie uniquement par son rejet du chavisme, rien ne garantit qu'elle sera en mesure de gouverner et de donner un cap clair à la politique économique et sociale vénézuélienne en cas de victoire à la présidentielle de 2019. Emmenée par Henrique Capriles, cette coalition est défavorable aux privatisations et à la libéralisation de l'économie. Elle souhaite en outre maintenir les missions en l'état, avec leur système de distribution discrétionnaire de la rente pétrolière si favorable à la gabegie, à la corruption et au développement des inégalités. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est à craindre que l'alternance politique, si elle se produit, se limite à une épuration dans les chavistes mais n'entraîne aucun changement majeur dans la quotidien vénézuélien.

CONCLUSION

La crise protéiforme que traverse le Venezuela marque l'échec du modèle de société imaginé par Hugo Chávez. Construit sur une politique de vaste redistribution des richesses, ce modèle a répondu aux attentes à court terme d'une majorité silencieuse qui n'avait pas profité des 50 années de fort développement du pays. Grâce aux « missions » chavistes mises en place à la fin des années 1990, des millions de vénézuéliens sont sortis de la pauvreté et ont eu accès à des programmes de santé et de scolarisation. Toutefois, la politique populiste de Chávez a accentué les déséquilibres économiques dont a toujours souffert le Venezuela. La posture de combat permanent du pouvoir chaviste a attisé les clivages sociaux en opposant systématiquement le « peuple » à « l'oligarchie »¹¹⁶. Par ailleurs, l'argent facile du pétrole et l'insécurité économique liée aux expropriations ont achevé de détruire un tissu industriel déjà très fragile, imposant par là même un recours croissant aux importations. Sous la présidence du leader bolivarien, la part du pétrole dans les exportations est passée de 74% à 95%. Cette dépendance n'ayant pas été adossée à une politique d'investissement dans la filière, les infrastructures pétrolières sont à bout de souffle ce qui impose une diminution de la production et même une importation d'essence raffinée. L'interventionnisme économique et le contrôle des changes mis en place par le gouvernement pour faire face à l'attrition de la rente pétrolière et à la fuite des capitaux ont introduit de nombreux biais dans l'économie. En effet, dans un pays qui doit acheter à l'étranger la majorité de ses produits de première nécessité, le très lucratif commerce des dollars administré par l'État génère une corruption record et fait le bonheur des « bolibourgeois » et des « mafias ». Corollaire du manque de devises, de la manipulation des taux et du financement des déficits par la banque centrale, l'hyperinflation du bolivar mine le pouvoir d'achat des vénézuéliens qui manquent de tout et voient la pauvreté s'installer à nouveau après des années de recul.

L'opposition, majoritaire au Parlement, et le gouvernement de Nicolas Maduro se partagent le pouvoir depuis 2015. Les deux camps rivalisent de manœuvres politiques pour se contrer et se neutraliser mutuellement. La situation politique semble donc bloquée jusqu'aux élections présidentielles prévues en 2019. Déjà à bout de souffle, il n'est pas sûr que la population vénézuélienne tiendra jusque là, alors que le FMI prévoit une inflation de 1500% en 2017. En outre, également dopée au pétrole, l'opposition ne prévoit pas un changement total de paradigme si elle devait accéder au pouvoir.

Disposant de relais très importants dans tous les pans de la société, l'armée vénézuélienne pourrait

¹¹⁶Vasquez Lezama, « Hugo Chávez ».

être tentée de se désolidariser de Nicolas Maduro avant l'échéance de 2019 si la contestation populaire devenait trop pressante avec la dégradation de l'environnement économique. Une intervention de l'armée, quelle qu'en soit la forme, ne marquerait pourtant qu'une rupture dans la continuité tant celle-ci et ses chefs auraient à y perdre avec un changement des modes de gouvernance.

Ainsi, si le chavisme est bien un échec, il est à craindre pour le Venezuela que ses recettes clientélistes à base de redistribution de la rente pétrolière continuent de nourrir durablement la stratégie politique de ses gouvernants, alternant croissances explosives et crises au gré des cours de l'or noir.

Pourtant, une véritable révolution économique à l'image de celle qu'ont vécue les pays du bloc de l'est lors de la chute du mur est indispensable. En effet, selon Hector Constant, de l'université centrale du Venezuela, le vrai problème du pays est économique avant d'être politique. Il s'agit de rétablir la confiance des investisseurs pour réhabiliter l'outil de production pétrolier et de conduire des réformes structurelles pour revenir à une économie sincère. Cela passe par le sevrage d'une population droguée à l'argent du pétrole, le respect du droit de propriété, la dérégulation progressive des prix, en particulier l'essence, et surtout la fin du contrôle des changes et du financement du déficit par la banque centrale. Cette transition a pris plus d'une décennie pour les anciens pays du bloc de l'est, qui ne disposaient pourtant pas des richesses vénézuéliennes. Le syndrome de Groningue ne constitue pas une fatalité, comme en atteste la réussite exemplaire du modèle norvégien et de son fonds souverain.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- BERSON, Pierre-Philippe. « Sous le soleil de Chavez. » L'Harmattan. INTER-NATIONAL, 2014.
- CORONIL F. et SKURSKI J. « Dismembering and Remembering the Nation : The Semantics of Political Violence in Venezuela ». *Comparative Studies in Society and History* 33, n° 2 (1991): 288-337.
- CROES GONZALES, Hemmi. « Transformations économiques et formes d'Etat au Venezuela: un siècle de "capitalisme pétrolier" (1908-2008) ». Paris 1, 2011.
- FOURNIER, Jean-Marc. *L'autre Venezuela de Hugo Chavez. Boom pétrolier et révolution bolivarienne à Maracaibo*. KARTHALA Editions., 2010.
- LEZAMA, Paula Vasquez. « Le Caracazo (1989) vingt après. de l'économie morale à l'instrumentalisation politique de l'émeute au Venezuela ». *Revue internationale de politique comparée* Vol. 17, n° 2 (5 octobre 2010): 127-42.
- LEZAMA, Paula Vásquez. *Le Chavisme: un militarisme compassionnel*. Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2014.
- LEZAMA, Paula Vasquez. « Hugo Chávez : de l'aura du progressisme à la dérive autoritaire ». *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, n° 2 (16 décembre 2013): 205-16.
- LEZAMA, Paula Vasquez. « L'action publique humanitaire: La militarisation de la prise en charge des sinistrés de La Tragedia (Venezuela) ». *Ethnologie française* 41, n° 3 (2011): 473-82.
- LOPEZ MAYA, Margarita. « The Venezuelan Caracazo of 1989 : Popular Protest and Institutional Weakness ». *Journal of Latin American Studies* volume 35 (2003): 117-37.
- MARJOLET, Iris. « Pétrole et gaz au Venezuela ». *Outre-Terre*, n° 2 (2015): 177-82.
- MAZET, Guy. « La République bolivarienne du Venezuela et le droit ». *Cahiers des Amériques latines*, n° 53 (31 décembre 2006): 49-65. doi:10.4000/cal.1877.
- NAIM, Moisés, et RAMON Piñango. « El caso Venezuela: una ilusión de armonía. » Ediciones IESA, 1986.
- SEBILLE-LOEZ, Philippe. « Géopolitique du pétrole ». A. Colin., s. d.
- UHEL, Mathieu. « La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils communaux à Maracaibo (Venezuela) ». *Cahiers des Amériques latines*, n° 69 (2012): 57-80.
- TABLANTE, Leopoldo. « La pobreza como tema político y mediático en Venezuela ». *Cahiers des Amériques latines*, n° 53 (30 juin 2008): 117-46. doi:10.4000/cal.1731.
- VIDAL, Dominique. « Paula Vásquez Lezama, Le Chavisme : un militarisme compassionnel ». *Cahiers des Amériques latines*, n° 79 (décembre 2015): 166-171.
- VILLE, Sébastien. « La révolution bolivarienne du Venezuela ». *Actuel Marx*, n° 2 (2007): 71-83.

INTERNET

- « Au Venezuela, la Cour suprême invalide la loi d'amnistie pour les prisonniers politiques ». Consulté le 8 janvier 2017. http://www.lemonde.fr/international/article/2016/04/12/au-venezuela-la-cour-supreme-invalide-la-loi-d-amnistie-pour-les-prisonniers-politiques_4900521_3210.html.
- « Venezuela: La dérive autoritaire léguée par Hugo Chávez ». Human Rights Watch, 5 mars 2013. <https://www.hrw.org/fr/news/2013/03/05/venezuela-la-derive-autoritaire-leguee-par-hugo-chavez>.
- « BP Statistical Review of World Energy 2016 - bp-statistical-review-of-world-energy-2016-full-report.pdf ». Consulté le 30 décembre 2016. <http://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/energy-economics/statistical-review-2016/bp-statistical-review-of-world-energy-2016-full-report.pdf>.
- « Caraïb Creole News / L'actualité de Guadeloupe, de Martinique et des Caraïbes - Venezuela.

- L'Onu confirme que le Venezuela respecte les droits de l'homme ». Consulté le 19 octobre 2016. <http://www.caraiocreolenews.com/index.php/caraiibes/venezuela/item/6756-venezuela-l-onu-confirme-que-le-venezuela-respecte-les-droits-de-l-homme>.
- « Chávez ». Le Monde diplomatique, 1 octobre 1999. <https://www.monde-diplomatique.fr/1999/10/RAMONET/3309>.
- « Chavez traite Bush de “diable” à l'ONU - 20 septembre 2006 - L'Obs ». Consulté le 29 décembre 2016. <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20060920.OBS2743/chavez-traite-bush-de-diable-a-l-onu.html>.
- « Data download ». Consulté le 14 janvier 2017. <http://asb.opec.org/index.php/data-download>.
- « Evolution comparée des prix de l'essence et du pétrole brut ». Planète Énergies. Consulté le 28 décembre 2016. <http://www.planete-energies.com/fr/medias/infographies/evolution-comparee-des-prix-de-l-essence-et-du-petrole-brut>.
- « Homicides intentionnels (pour 100 000 personnes) | Data ». Consulté le 8 janvier 2017. http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/VC.IHR.PSRC.P5?view=chart&year_high_desc=true.
- « How Bad Off Is Oil-Rich Venezuela? It's Buying U.S. Oil - The New York Times ». Consulté le 31 décembre 2016. <http://www.nytimes.com/2016/09/21/world/americas/venezuela-oil-economy.html?smid=fb-nytimes&smtyp=cur&r=2>.
- « Cinq questions pour comprendre la crise au Venezuela ». Radio-Canada.ca. Consulté le 30 décembre 2016. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/788913/venezuela-crise-politique-economique-analyse>.
- « IMF DataMapper ». Consulté le 30 décembre 2016. <http://www.imf.org/external/datamapper/index.php>.
- « Présentation du Venezuela ». France Diplomatie : Ministère des Affaires étrangères et du Développement international. Consulté le 30 décembre 2016. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/venezuela/presentation-du-venezuela/>.
- « La crise économique au Venezuela est provoquée par la gabegie et la corruption du pouvoir ». Le Monde.fr. Consulté le 30 décembre 2016. http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/12/05/la-crise-economique-au-venezuela-est-provoquee-par-la-gabegie-et-la-corruption-du-pouvoir_3525712_3222.html.
- « La descente aux enfers du Venezuela | ICI.Radio-Canada.ca ». Consulté le 19 octobre 2016. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/international/2016/10/11/004-venezuela-hugo-chavez-nicolas-maduro-economie-petrole-fmi-hyperinflation-penuries.shtml>.
- « L'accès au marché vénézuélien en 2016 ». Consulté le 30 décembre 2016. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/File/423018>.
- Larousse, Éditions. « Encyclopédie Larousse en ligne - Venezuela : institutions République bolivarienne du Venezuela ». Consulté le 21 octobre 2016. http://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Venezuela_institutions/148533.
- « Le salaire minimum augmenté de 30 % au Venezuela ». Le Monde.fr. Consulté le 8 janvier 2017. http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/04/30/le-salaire-minimum-augmente-de-30-au-venezuela_4409401_3222.html.
- « Le Venezuela au bord du précipice ». Club de Mediapart. Consulté le 30 décembre 2016. <https://blogs.mediapart.fr/yves-besancon/blog/021016/le-venezuela-au-bord-du-precipice>.
- « Le Venezuela s'endette encore un peu plus auprès de la Chine ». Le Monde.fr. Consulté le 31 décembre 2016. http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/04/21/le-venezuela-s-endette-encore-un-peu-plus-aupres-de-la-chine_4619874_3222.html.
- « Le Venezuela sombre, emporté par la corruption et la fuite des capitaux ». Mediapart. Consulté le 30 décembre 2016. <https://www.mediapart.fr/journal/international/241216/le-venezuela-sombre-emporte-par-la-corruption-et-la-fuite-des-capitaux>.
- « L'économie du pétrole au Venezuela - Irénées ». Consulté le 9 décembre 2016. http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-917_fr.html.
- « Venezuela: +50% pour le salaire minimum ». Le Figaro, 13 août 2016.

- <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2016/08/13/97002-20160813FILWWW00073-venezuelale-salaire-minimum-augmente-de-50.php>.
- « Venezuela: salaire minimum augmenté de 40% ». Le Figaro, 27 octobre 2016. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/10/27/97001-20161027FILWWW00371-venezuela-salaire-minimum-augmente-de-40.php>.
- « L'incendie de la raffinerie vénézuélienne d'Amuay est presque éteint ». Le Monde.fr. Consulté le 31 décembre 2016. http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2012/08/25/une-explosion-dans-une-raffinerie-de-petrole-fait-19-morts-au-venezuela_1751393_3222.html.
- « Loi fondamentale de la République bolivarienne du Venezuela de 1999 ». Consulté le 28 décembre 2016. <http://mjp.univ-perp.fr/constit/ve1999.pdf>.
- « Venezuela: la corruption aurait coûté 70 milliards de dollars ». Le Point, 27 mai 2016. http://www.lepoint.fr/monde/venezuela-enquete-sur-des-cas-de-corruption-27-05-2016-2042408_24.php.
- « Prix du baril - Le cours officiel du baril de pétrole ». Consulté le 30 décembre 2016. <http://prixdubaril.com/#prix-du-p%C3%A9trole-brut-wti>.
- « Publicaciones | PROVEA ». Consulté le 8 janvier 2017. <https://www.derechos.org.ve/publicaciones>.
- « readPdf.html ». Consulté le 14 janvier 2017. http://www.fao.org/nr/water/aquastat/data/wrs/readPdf.html?f=VEN-WRS_eng.pdf.
- « Risque pays du Venezuela: Economie ». Consulté le 1 janvier 2017. <https://import-export.societegenerale.fr/fr/trouvez-votre-marche/fiche-pays/venezuela/risque-pays-economie>.
- « Notre crise conjugue dépendance pétrolière et insuffisance productive » ». L'Humanité, 15 juillet 2016. <http://www.humanite.fr/rodrigo-cabezas-notre-crise-conjugue-dependance-petroliere-et-insuffisance-productive-611897>.
- « Escasez de medicinas en Venezuela llega a 85 % ». Consulté le 8 janvier 2017. <http://www.elpais.com.co/elpais/internacional/noticias/escasez-medicinas-venezuela-llega-85>.
- « Situation énergétique du Venezuela ». Connaissance des Énergies, 15 décembre 2015. <http://www.connaissancedesenergies.org/situation-energetique-du-venezuela-151215>.
- « Sinfonía de un Desfalco a la Nación: Tocata y fuga... de Capitales ». Aporrea. Consulté le 31 décembre 2016. <http://www.aporrea.org/actualidad/n257348.html>.
- « These Are the World's Most Miserable Economies ». Bloomberg.com. Consulté le 1 janvier 2017. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-02-04/these-are-the-world-s-most-miserable-economies>.
- « Transparency International - The Global Anti-Corruption Coalition ». Consulté le 8 janvier 2017. <http://www.transparency.org/cpi2015>.
- « Venezuela | Data ». Consulté le 30 décembre 2016. <http://donnees.banquemondiale.org/pays/venezuela>.
- « Venezuela: définition de Venezuela et synonymes de Venezuela (français) ». Consulté le 28 décembre 2016. <http://dictionnaire.sensagent.leparisien.fr/Venezuela/fr-fr/>.
- « Venezuela: la mortalité infantile dépasse celle de la Syrie ». La Tribune. Consulté le 5 novembre 2016. <http://www.latribune.fr/economie/international/venezuela-la-mortalite-infantile-depasse-celle-de-la-syrie-608801.html>.
- « Venezuela: l'élection d'Hugo Chavez en 1988, le défi d'articuler réformes sociales et démocratie. - Irénées ». Consulté le 27 décembre 2016. http://www.irenees.net/bdf_fiche-defis-27_en.html.
- « Venezuela: les nouveaux billets de 500 bolivars enfin livrés ». Le Monde.fr. Consulté le 8 janvier 2017. http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/12/19/venezuela-les-nouveaux-billets-de-500-bolivars-enfin-livres_5051175_3222.html.
- « Venezuela, les raisons du chaos ». Le Monde diplomatique, 1 décembre 2016. <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/12/LAMBERT/56923>.

- « Venezuela prix de l'essence, 26-déc-2016 | GlobalPetrolPrices.com ». Consulté le 30 décembre 2016. http://fr.globalpetrolprices.com/Venezuela/gasoline_prices/.
- « Venezuela. Signes d'autoritarisme en pays chaviste | Courrier international ». Consulté le 8 janvier 2017. <http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/venezuela-signes-dautoritarisme-en-pays-chaviste>.
- « Venezuela : une « révolution » indéchiffrable ? » Mouvements no 44, n° 2 (s. d.): 131-48.
- « venezuela.pdf ». Consulté le 30 décembre 2016. <http://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-pt-vue/venezuela.pdf>.
- « Western Hemisphere Regional Economic Outlook: Managing Transitions and Risks; April 2016 - chap2.pdf ». Consulté le 14 janvier 2017. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2016/whd/eng/pdf/0416/chap2.pdf>.